

Grèves, manifs, blocages...



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)



(FLORENCE ALLÈGRE)



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/DREAN)

Unissons nos forces !

Le gouvernement est de plus en plus détesté et discrédité. Cependant, la seule attente d'un changement de présidence en 2012 ne suffira pas à revenir sur toutes ses contre-réformes. Pour cela, il est essentiel de faire converger les luttes.

À un peu plus de six mois des élections présidentielles, la Sarkozy est plus que jamais discréditée dans l'opinion, non seulement dans les sondages mais aussi dans les bureaux, les ateliers, les salles de profs, les hostos... Scandales, trafics divers, manipulations sont débattus au grand jour avec l'aide d'ennemis intimes ou d'amis inquiets de l'ampleur de la crise de légitimité de l'équipe politique en place. Tant pis pour ceux qui avaient cru à l'annonce par Sarkozy d'une « République irréprochable ». Le basculement du Sénat dans le giron de la gauche socialiste illustre cette crise qui se répand dans tous les rouages de l'appareil étatique. Malgré ce discrédit profond, la bête continue de lancer des

coups de griffes. C'est Fillon qui ose défendre la nécessité de repousser l'âge de la retraite à 67 ans après nous avoir affirmé que la dernière réforme réglait la question jusqu'en 2020. C'est Sarkozy qui pour toute réponse à la mobilisation des enseignants, ose affirmer que sa préoccupation principale va aux salariés du privé qui sont confrontés à la concurrence, aux licenciements et fermetures de sites. Pense-t-il que nous ignorons que les 80000 postes supprimés dans l'Éducation nationale constituent le plus grand « plan social » de ces dernières années ? Les salariés de Freescale, de Hayange, auxquels il avait déjà affirmé son soutien, apprécieront la valeur de cet engagement. Guéant, quant à lui, continue de déverser ses immondices sur

les Roms, les Roumains et tous les immigrés. Le tout sur fond de plan de rigueur qui prend surtout aux plus démunis pour tenter de renflouer les caisses de l'État vidées par les plus riches et les banques. Certes, la perspective d'une alternance menée par le Parti socialiste n'a pas de quoi angoisser les possédants et leurs amis politiques. Même le nouveau président du Sénat a prévenu qu'il n'abuserait pas des pouvoirs de cette réactionnaire institution. Tout indique qu'un gouvernement de gauche « à la française » appliquerait la même politique que leurs amis grecs ou espagnols.

SUITE PAGE 2

M 04249 - 118 - F: 1,20 €



REGARDS
Pantin, trajectoire de la misère
Page 2



ACTU INTERNATIONALE
Révolution syrienne: résistance contre consensus Page 5



PARLONS-EN
Les Roms privés du droit de survivre
Page 9

Agenda

7 octobre, conférence, Isabelle Garo, Paris.

La Société Louise-Michel et la revue *ContreTemps* organisent une conférence avec Isabelle Garo autour de son livre *Foucault, Deleuze, Althusser Et Marx: La politique dans la philosophie* (éditions Demopolis). RV à 18h30, bar le Lieu-Dit, 6, rue Sorbier, Paris 20e (M° Mènilmontant ou Gambetta).

8 octobre, chômage, manif festive, Paris.

Les associations de chômeurs et précaires organisent une manifestation festive avec concert ambulante. RV à 14 heures, place de Stalingrad à Paris.

8 octobre, forum désobéissance, Grigny.

Forum national de la désobéissance co-organisé par la ville de Grigny (Rhône) et le Sarkophage. RV de 9 à 17 heures, au Centre Édouard-Brenot, rue Waldeck-Rousseau, Grigny (Rhône). Entrée libre pour le colloque, la librairie, la buvette.

11 octobre, contre l'austérité, manifestation, Paris.

CGT, CFTD, UNSA, FSU, Solidaires appellent à une journée d'action nationale contre les politiques d'austérité, pour les emplois et les salaires. À Paris, manifestation, départ à 14 heures de République.

12 octobre, meeting NPA, Bordeaux.

Meeting de lancement de campagne « Aux capitalistes de payer leurs crises ! » avec notre candidat Philippe Poutou et Olivier Besancenot. RV à 20h30, Athénée municipal, place Saint-Christoly, Bordeaux.



14 octobre, le NPA fait son cinéma, Rouen.

Le NPA de Rouen propose plusieurs projections suivies de débats au cours de l'année. Premier rendez-vous : « Little Big Man, du colonialisme américain à l'impérialisme militaire et économique. » Le génocide des Indiens comme mise en œuvre. RV à 20 heures, Le Melville, 75 rue du Général-Leclerc, Rouen.

14 octobre, meeting NPA, Marseille.

Meeting « Aux riches de payer la dette », avec Isaac Johsua, économiste, Myriam Martin, porte-parole du NPA et un militant grec. RV à 19 heures au théâtre Mazenod, 88 rue d'Aubagne, Marseille.

15 octobre, manif antinucléaire, Rennes.

Rassemblement et manifestation organisés par la Coordination antinucléaire de l'Ouest pour exiger l'arrêt immédiat des chantiers EPR et THT. Rassemblement à 12 heures, mail François-Mitterrand. Manif à 14h30 puis concert.



Grèves, manifs, blocages... unissons nos forces !

SUITE DE LA PAGE 1

Le gouvernement Sarkozy-Fillon n'a que le culot que lui permettent nos faiblesses. Les patrons sont bien placés pour savoir que grande est la colère de ceux qui en séquestrent certains ici, font une grève de la faim là, sont en grève depuis plusieurs semaines pour défendre leurs emplois, pour préserver leur outil de travail, leurs salaires, c'est-à-dire leur seul moyen de vivre.

Dans de multiples entreprises, les travailleurs et travailleuses résistent souvent le dos au mur. Les Fralib occupent l'usine pour empêcher la fermeture, ceux de la Fonderie du Poitou refusent par la grève de voir leurs revenus baisser de 25%. Ceux de Goodyear, de la raffinerie de Berre, du haut fourneau de Florange, de Stihl dans l'Oise, font grève, manifestent, séquestrent leurs employeurs. Mardi 27 septembre, des dizaines de milliers d'enseignants du public et du privé se sont mobilisés et ont manifesté dans toute la France contre la destruction planifiée de l'enseignement (lire page 4). Les retraités auront défilé par milliers jeudi 6 octobre pour bien montrer que le dossier retraite n'est pas

clos avec la dernière loi et que la mobilisation doit reprendre pour imposer les 60 ans pour toutes et tous.

Mais l'issue de ces luttes éclatées, parfois isolées, restera incertaine tant qu'un rapport de forces plus global ne sera pas construit par les luttes. Les peuples du Maghreb et du Machrek ont montré que nous pouvions bouleverser la scène politique par les mobilisations. En Grèce, en Espagne, les populations ne se résignent pas à l'austérité, à la misère.

Encore faut-il une volonté de construire ces mobilisations. Il ne suffit pas de proclamer que nous n'attendrons pas 2012 ou qu'après la conquête du Sénat, celles de l'Élysée et de l'Assemblée nationale vont nous apporter des réponses satisfaisantes. Seul le rapport de forces, construit dans les luttes et les manifestations, peut contraindre patrons et gouvernement à reculer. C'est la seule voie pour imposer une autre politique, aller vers une autre société. Et pour cela, la tactique syndicale des grèves sectorielles, des mobilisations saute-mouton a fait la preuve de son inconsistance. Sans oublier

les risques d'un découragement avec le Front national en embuscade jusqu'à la porte des entreprises.

Cette journée de mobilisation du 11 octobre ne suffira évidemment pas. La mobilisation contre la loi Sarkozy-Fillon de l'an passé a montré que seul un mouvement gréviste prolongé, du public et du privé peut construire ce rapport de forces nécessaire, urgent. Nous devons faire connaître, coordonner les luttes existantes, se battre pour leur extension et leur généralisation.

Robert Pelletier



regards

Propos recueillis par Max Bess

PANTIN Trajectoires de la misère

Il faut parfois des drames pour mettre des noms, des visages et des histoires sur une misère du quotidien. Ils s'appellent Youssef, Karim et Cherhardin, ils ont quitté la Tunisie pour s'échouer dans la banlieue grise de la capitale de l'ancienne puissance coloniale. Le 28 octobre au matin, six des leurs sont morts dans un squat minable de Pantin. Deux d'entre eux habitaient dans cet immeuble, un autre habite un peu plus loin du côté de Belleville. Ce sont tous des jeunes hommes venus à la quête d'un eldorado de papier. Leurs histoires sont le reflet de milliers d'autres, celles des migrations économiques et des drames qu'elles enfantent.

Combien y avait-il d'habitants dans cet immeuble ?

Nous étions 30, le plus ancien s'est installé ici il y a quatre mois. Avant d'arriver ici je dormais dans les jardins, comme au parc de la Villette.

Pourquoi avez-vous quitté la Tunisie ?

Le 17 janvier, la prison a été ouverte alors j'ai fui tout de suite. On a traversé la Méditerranée à neuf sur une barque jusqu'à Lampedusa. Karim évoque lui les copains du quartier qui reviennent de France, d'Italie ou des États-Unis : Ils partent un an et ils reviennent avec la grosse Mercedes, alors forcément ça donne envie ! En Tunisie, il y a du travail, moi je suis cuisinier, je peux travailler là-bas mais pour 200 euros par mois... Alors je me suis dit, je vais courir derrière la chance, et quand tu dis ça à la famille, personne ne te retient : ta mère te dit qu'elle va prier pour toi. C'est comme si tu jouais au loto, mais souvent tu gagnes pas... Et aujourd'hui quand je regarde derrière moi, que je repense aux copains avec leurs grosses voitures, c'est pas kif-kif, c'est différent...

Et vous pensez retourner en Tunisie aujourd'hui ?

Retourner en Tunisie pour quoi faire ? Pour dormir ?

Parce que les conditions de vie sont difficiles ici, tu peux nous décrire votre quotidien ?

Oui les conditions de vie sont difficiles ici, mais là-bas aussi. Ici, tu vis dans un squat, tu ne te douches pas, t'es pas sûr de trouver du taf, tu peux te faire contrôler quand tu vas sortir et passer ta journée au poste.

Vous faites quel genre de boulots ?

La plupart du temps c'est manœuvre sur les chantiers. Il y a un ancien qui t'explique qu'à tel endroit tu y vas pour telle heure et là il y a parfois une camionnette qui passe et qui ramasse quelques gars. C'est jamais pour des gros chantiers, c'est toujours des petits trucs chez les particuliers, et puis juste on transporte des déchets d'un endroit à un

autre. C'est 50 euros pour huit heures de taf.

Un autre d'ajouter : Moi je travaille dans les restaurants. Une fois, on m'a dit qu'un mec de mon village en Tunisie avait une pizzeria à Beauvais, alors j'y suis allé, j'ai travaillé dur pendant une semaine, je dormais dans des buissons, dans des parcs, et puis j'ai demandé au patron de me payer pour mon travail : jamais il m'a payé, et on est plein d'autres Tunisiens comme ça à ne pas avoir été payé !

Qu'est-ce que vous allez faire ce soir ?

Ce soir... On ira où le vent nous porte.

Personne de la mairie n'est venu vous voir ?

Pour l'instant non. Le maire est venu il y a deux semaines, il n'a jamais parlé de sécurité, il a juste dit qu'il fallait pas rester ici et il nous a dit que dans une semaine il y aurait la police pour nous faire partir. Il a dit que les voisins s'étaient plaints du bruit.

Vous pensez que ce drame va changer quelque chose ?

Avant-hier à Belleville, il y a un immeuble qui a été démolé alors qu'il y avait encore des gens dedans... Cela fait six mois qu'on parle du même sujet, et même s'il y a eu des morts, je ne crois pas que ça va bouger. C'est le même problème pour tous les sans-papiers.

Cette interview a été réalisée le jour du drame. Vers 18 heures, la mairie s'est engagée à héberger les rescapés dans des hébergements d'urgence. Le lendemain, la mairie leur a donné 30 euros et leur a annoncé que l'hébergement s'arrêterait lundi soir. Ils sont une quinzaine à errer dans le quartier, certains, blessés, se traînent péniblement sur des béquilles. Un vieux Tunisien qui passe par là s'emporte : « Je suis en colère ! J'ai travaillé pendant 30 ans pour la ville de Pantin ! J'ai balayé les rues pendant 30 ans ! J'y ai donné ma vie, ma santé ! On donne 30 euros à nos fils ! 30 euros pour se taire ! »

**A LA MEMOIRE DES MIGRANTS DE PANTIN
Plus jamais ça !
HEBERGEMENT - REGULARISATION**

(MAX BESS)

Budget 2012 : rigueur, acte I

Le gouvernement vient de présenter le nouveau projet de loi de finances. Le programme est clair : rigueur pour les pauvres, cadeaux fiscaux pour les riches.

Mercredi 28 septembre, le nouveau projet de loi de finances (PLF) a été présenté en Conseil des ministres. Il affiche l'objectif de ramener le déficit public à 4,5% du PIB en 2012 (contre 5,7% actuellement). Comment? Pour la ministre du Budget, Valérie Pécresse, la priorité doit porter sur les dépenses publiques. Le PLF programme la suppression de 30400 postes de fonctionnaires l'an prochain. Près de la moitié concerne l'Éducation nationale. Soulignant les limites de la politique de son propre camp, le député UMP et rapporteur de la Commission des finances, Gilles Carrez, redoute de « grandes difficultés pour la rentrée scolaire 2012 ». Mais l'ampleur de la grève du 27 septembre a montré que la situation est d'ores et déjà insupportable dans de très nombreux établissements (lire aussi page 4).

En supprimant à nouveau des postes, le gouvernement va non seulement détériorer un peu plus le service public et les conditions de travail des salariés du secteur public, mais il va aussi aggraver le chômage des jeunes. Par ailleurs, les dépenses consacrées à la lutte contre le chômage subissent une chute de plus de 10%. Il s'agit de la fin de mesures très contestables, mais que rien ne vient remplacer! Or, depuis le mois de mai, le chômage s'envole. Officiellement, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C s'établit à 4,41 millions (+4,3% sur un an). La hausse est particulièrement spectaculaire chez les plus de 50 ans (+14,6% sur un an). C'est un effet de la réforme des retraites : avant celle-ci de



nombreux travailleurs âgés ne trouvaient pas d'emploi mais pouvaient partir en retraite à 60 ans. Ils doivent désormais attendre davantage.

UNE FISCALITÉ INJUSTE ET INEFFICACE

Ce PLF modifie aussi la fiscalité, en concrétisant les mesures annoncées en août par François Fillon. Le gouvernement augmente les taxes sur les compléments santé au moment même où une étude de UFC-Que Choisir révèle que la fiscalité de ces contrats a été multipliée par sept depuis 2005. Avec les franchises, les remboursements de médicaments, le forfaits hospitalier et les augmentations d'honoraires, les dépenses restant à

la charge du malade ont augmenté deux fois plus vite que ses revenus. L'association a aussi calculé que si le désengagement de l'assurance maladie continuait au même rythme que depuis 2004, les tarifs des complémentaires santé monteraient jusqu'à une moyenne de 200 euros par mois en 2020.

L'effort est partagé nous dit-on? Le sénateur centriste Jean Arthuis, qui avait d'abord jugé qu'un prélèvement sur les hauts revenus serait « juste et équitable », a qualifié celui-ci de « symbolique et dérisoire » lorsque les détails en ont été révélés. La taxation temporaire des hauts revenus consistera à prélever 3% sur les revenus dépassant 500000 euros par an

(soit 39 Smic). Cela ne rapportera que 200 millions d'euros... alors que le gouvernement vient de réduire l'impôt sur la fortune (ISF) de 1,86 milliard! « L'effet d'allègement de cet impôt sera notable, surtout sur les grosses fortunes » se réjouit la Tribune dans son cahier « spécial ISF » (23/09/2011).

Mais il y a plus grave. Ce PLF 2012 n'est qu'une étape. D'abord parce qu'un milliard d'euros d'économies n'ont pas encore été détaillés. Ensuite, parce qu'il tente de ménager les apparences avant les élections à l'aide de prévisions de croissance irréalistes. Au printemps, le gouvernement – qui prévoyait encore 2% de hausse du PIB en 2011 et 2,25% en 2012 – comptait sur « l'intensification de la reprise » pour accroître les recettes fiscales. Il sous-estimait alors l'impact des mesures de rigueur sur la consommation (voir *Tout est à nous!* n° 101). Mais voici que le gouvernement récidive : sa prévision actuelle (1,75% en 2011 et 2012) est hors d'atteinte, il devra donc trouver encore 3 ou 4 milliards d'euros pour boucler le budget 2012. Davantage si la crise poursuit son accélération. Il nous faut donc convaincre le plus largement possible de la nécessité de préparer dès maintenant la résistance au prochain plan de rigueur et l'opposition au futur pouvoir en place. Quelle que soit la couleur de celui-ci.

Philippe Légé



Par Yvan Lemaitre

OCCUPY WALL STREET

« Nous sommes les 99%. Nous sommes expulsés de nos maisons. Nous sommes contraints de choisir entre le loyer et la nourriture. On bafoue notre droit à des soins médicaux de qualité. Nous souffrons de la pollution environnementale. Quand nous travaillons, c'est pendant de longues heures, pour des salaires misérables et sans aucun droit. Nous n'avons rien alors que les 1% restants prennent tout. Nous sommes les 99% », proclament les participants au camp de tentes qui s'est installé depuis trois semaines près de Wall Street.

« Les banques ont été renflouées, nous avons été détroussés », « le capitalisme ne marche pas... » disent des banderoles installées par plusieurs centaines de jeunes inspirés par la révolution égyptienne ou le mouvement « Démocratie réelle maintenant » de la Puerta del Sol à Madrid. Le souffle de la révolte, le refus de payer les frais de leur crise se jouent des océans, ils étaient déjà là lors de la grève dans le Wisconsin l'hiver dernier, ils s'expriment aujourd'hui par la voix d'une fraction de la jeunesse qui refuse de se résigner.

« Occuper Wall Street » est devenu le mot d'ordre du mouvement et son nom. Il commence à s'étendre à travers les USA, Boston, Washington, San Francisco, Huston, Chicago... En fin de semaine dernière, 700 manifestants ont été brutalement interpellés par la police alors qu'ils bloquaient le pont de Brooklyn, suscitant de nombreux gestes de solidarité. Le mouvement semble rencontrer une large sympathie. Cinq organisations syndicales de New York lui ont apporté leur soutien. Il se veut mouvement de la base, sans leader, décentralisé, pacifique, dénonce la collusion des banques, des politiciens républicains et démocrates, de la Fed et du FMI, veut en finir avec la tyrannie des financiers, exige la démocratie. Jusqu'où ira cette contestation, réussira-t-elle à se donner les moyens politiques de défendre les aspirations qu'elle porte, encouragera-t-elle les luttes des travailleurs, sera-t-elle une politisation capable de changer le rapport de forces? Quoi qu'il en soit, cette irruption de la révolte de la jeunesse au cœur de la Babel du capitalisme est le reflet du discrédit des classes dominantes, du mécontentement : « Rien ne va. Il faut tout changer! »

en bref...

La colère infuse... derniers échos de la lutte des Fralib. Encore une nouvelle semaine de bataille pour les salariés de Fralib. Le mercredi 28 était rendue la décision du TGI de Marseille sur l'occupation de l'usine. Alors que tout le monde s'attendait à un jugement clair en faveur d'Unilever, le juge a admis qu'il s'agissait d'un mouvement social et ainsi que l'occupation était une méthode d'action des salariés. Sur le fond, l'occupation a bien évidemment été déclarée illégale, mais niveau sanctions : pas d'avis d'expulsion. Autrement dit, la mobilisation populaire qui se construit autour de l'usine a payé devant les tribunaux. Vendredi 30, 18 heures, plus de 150 militants ont répondu à l'appel de l'ensemble de la gauche politique unie, du NPA jusqu'au PS, pour un rassemblement de solidarité en centre-ville

de Marseille. L'appel, lancé trois jours plus tôt a permis de mettre une première fois en lumière l'unité politique autour des salariés, en préparation du meeting national du 18 octobre. Lundi 3 octobre était organisée par la fédération agroalimentaire de la CGT une manifestation nationale à Marseille pour l'emploi, les salaires, en solidarité avec les salariés. Sur la banderole de tête : « L'Éléphant vivra à Gémenos... » et derrière la banderole, plus de 700 salariés venus de toute la France et une centaine de militants marseillais. Après la mise en place d'une immense banderole sur Notre-Dame-de-la-Garde, pour rappeler que, comme la Bonne Mère, le thé l'Éléphant fait partie du patrimoine local, le cortège a parcouru la ville jusqu'au Vieux-Port. Une fois le siège du Medef repeint, les salariés ont lâché une centaine de ballons sur lesquels était accrochés les appels

au boycott de Lipton. Une semaine chargée donc, une de plus, qui ancre la lutte des Fralib au niveau local et national. Une semaine de plus pour faire monter la pression face à Unilever qui veut délocaliser cette usine, pourtant largement bénéficiaire. Une semaine de plus pour laisser infuser la colère. Le 11 octobre, lors de la journée d'action interpro, et le 18, jour du meeting national, on peut vous l'assurer : les oreilles d'Unilever vont encore siffler.

1. Le collectif unitaire de solidarité regroupe le NPA, les Alternatifs, PG, PCF, GU, Rouges Vifs, Parti occitan, la Fase, PS, ÉE-Les Verts.

La SNCF prête à tout pour supprimer les contrôleurs. Dans l'ouest lyonnais, la SNCF tente d'imposer l'Équipement agent seul, dispositif

qu'elle voudrait voir se généraliser, supprimant le contrôleur (chargé avant tout de la sécurité des usagers) à bord des trains. Refusant la dégradation des conditions de travail et du service public, les conducteurs exercent leur droit de retrait. La SNCF veut aller contre les recommandations de l'inspecteur du travail ; elle en appelle directement au ministre. Le conseil régional, sous la pression de la mobilisation cheminote, a voté un amendement rappelant que tous les TER doivent être accompagnés d'un contrôleur. La direction s'entête et menace désormais les 47 agents de conduite d'un conseil de discipline. Pour les soutenir et imposer l'arrêt de la casse du service public, le soutien et la mobilisation de tous et toutes devront être massifs.

Grève du 27 septembre: une réussite qui en appelle d'autres

Un enseignant sur deux était en grève dans les écoles élémentaires, à l'appel des syndicats et fédérations de l'Éducation nationale. Dans le second degré, le taux étant plus difficile à appréhender en raison de la non-soumission à une déclaration de grève préalable comme dans les écoles primaires. Cependant, un premier bilan de cette mobilisation fait état d'un nombre plus important que lors des grèves précédentes d'établissements du second degré - dont le taux de grévistes dépassaient les 50% - et d'écoles fermées. Ce que démontre également la dynamique et le nombre des cortèges qui ont défilé partout en France. Pourtant, nombreux étaient les enseignants qui

affirmaient après le mouvement contre la réforme des retraites en fin d'année 2010, que les grèves de 24 heures, ce serait sans eux, souhaitant de la part des directions syndicales nationales d'autres stratégies, plus radicales. Aussi, la réussite de cette seule journée de grève, peu de temps après la rentrée scolaire, montre à quel point les personnels de l'Éducation nationale en ont ras le bol des contre-réformes qui cassent chaque jour le service public d'éducation: budget, suppressions de postes, missions et statuts des personnels, rien n'est épargné. Des scénarios qui ont déjà été mis en œuvre à La Poste ou à France Télécom. Les conditions de travail des enseignants et des élèves s'en trouvent fortement détériorées, d'autant que

l'ensemble des contre-réformes s'accompagne d'une idéologie du profit et de l'élitisme qui tourne définitivement le dos à une école émancipatrice. En guise de réponse gouvernementale, le ministère de l'Éducation annonçait, le lendemain de la grève, la répartition des 14 000 postes supprimés au budget 2012: 5 700 postes d'enseignants dans les écoles primaires publiques, 6 550 postes d'enseignants dans les collèges et lycées publics et 400 postes au sein des personnels administratifs de l'Éducation nationale, ainsi que 1 350 postes dans l'enseignement privé sous contrat. Par ailleurs, comme une tentative de division, Sarkozy déclarait le 28 septembre que les fonctionnaires n'étaient pas des salariés comme les autres puisqu'ils ne

subissaient pas la crise... Cette grève est une réussite également au regard d'une journée déjà annoncée sans lendemain, puisque la journée interprofessionnelle du 11 octobre a été placée sous le label «journée d'actions» par les directions syndicales qui ne veulent pas en faire pour l'instant une journée d'appel national à la grève, alors que la crise économique et sociale s'aggrave. Il nous appartient de transformer l'essai, et de tout faire pour que la journée du 11 octobre devienne le début d'un mouvement plus ample, à la hauteur des réponses à apporter à ce gouvernement.
Nina Lehair

CHÔMEURS Mobilisation anticipée!

La manifestation annuelle des chômeurs, traditionnellement début décembre, a été avancée cette année au 8 octobre par les organisations de chômeurs (AC!, Apeis, MNCP, Stop Précarité, L'Appel et la Pioche, Actuchômage). Il y a en effet urgence: le chômage est en hausse permanente et n'épargne aucune tranche d'âge. Sur le plan de l'emploi comme du revenu, la situation sociale se dégrade, et une manifestation rituelle en décembre ne suffit plus. La manifestation a même été élargie aux mouvements de précaires, ce qui est nouveau et montre une volonté de décripation entre les différentes façons de vivre le chômage et la précarité. Il faut déplorer l'absence de la CGT Chômeurs, qui a préféré réserver toutes ses forces pour la manifestation du 11 octobre: pourtant, cette manifestation, unique occasion de visibilité des chômeurs, peut au contraire aider à élargir les mobilisations.

«Le chômage reste une terrible barbarie, tant individuelle que collective», dit le tract d'appel. L'exigence d'un «emploi correctement rémunéré et librement choisi» est la première revendication mise en avant. De plus en plus de gens y restent de façon prolongée. Le chômage de longue durée s'installe. Il existe une «accoutumance sociale» à l'existence de 4 millions de chômeurs en France. Il faut lever ce tabou! Il faut mettre en avant un véritable partage du travail entre tous et toutes jusqu'à l'abolition du chômage et la fin du travail précaire imposé.

La stigmatisation des chômeurs est aussi une des préoccupations. Le discours libéral voudrait culpabiliser les chômeurs, qui seraient moins «entrepreneurs» ou «responsables» et se complairaient dans leur situation. Toute la politique de Pôle Emploi, à partir de la loi sur les «droits et devoirs des demandeurs d'emploi», vise à les isoler, les déstabiliser, pour en radier le plus possible. Les chômeurs demandent donc «l'arrêt de la stigmatisation, des contrôles et des radiations».

Une autre exigence de la manifestation porte sur la possibilité de vivre, dès maintenant, avec un revenu décent. La montée du chômage s'accompagne d'un accroissement de la pauvreté que les effets placebo du RSA, socle ou chapeau, ne parviennent pas à endiguer. Le nombre de travailleurs pauvres ne cesse d'augmenter. À court terme, relever les minima sociaux de façon significative est un impératif en lieu et place des cadeaux fiscaux. À moyen et long terme, mettre en place un revenu au niveau d'un Smic de 1 700 euros net pour toutes et tous. L'existence, les besoins quotidiens vitaux sont eux à taux plein, tout emploi à temps partiel imposé doit être rémunéré à taux plein. En conséquence de la réforme des retraites et de la suppression de l'Allocation équivalente retraite, ce sont des milliers de seniors, «travailleurs privés d'emploi», que l'on accule à la misère en les renvoyant vers les minima sociaux voire vers rien...

Les politiques d'austérité ont des effets directs sur les populations à bas revenus. La recherche des équilibres budgétaires frappe les budgets sociaux dans les collectivités locales, risquant de fragiliser l'équilibre précaire dans lequel vit toute une partie de la population: chômeurs, précaires, handicapés, jeunes sans revenus, travailleurs pauvres... Des droits liés à l'inscription à Pôle Emploi ou à un revenu faible, dans le domaine des transports, de la santé, du logement, de l'aide alimentaire, sont régulièrement remis en cause ou réduits. C'est pourquoi, en arrière-fond de cette mobilisation, c'est bien la question de l'austérité et de la dette qui est posée, et de son annulation.

Commission précarité

LYONDELLBASELL-BERRE Chronique ordinaire de la soif de profits

«Malgré les efforts des salariés et de la direction, la raffinerie continue de subir de lourdes pertes et ne parvient pas à devenir rentable. Sans réelle perspective de rachat, nous avons donc l'intention d'engager une procédure de consultation sur un projet de fermeture de la raffinerie.»

Tout est dit, ou presque, dans ce communiqué froid et laconique du 27 septembre, émis par la direction du site berrois de LyondellBasell-Industrie.

L'histoire de la pétrochimie à Berre-l'Étang (Bouches-du-Rhône) se confond avec celle de l'industrie et du capitalisme au XX^e siècle. Avec l'avènement de la voiture, du pétrole puis la construction du terminal pétrolier de Fos, le pourtour de l'étang de Berre devient une des plus grandes zones pétrochimiques d'Europe (Shell, Total, BP-Ineos, Esso, LyondellBasell et leurs sous-traitances).

En 1929, la première raffinerie à Berre est construite par une filiale de Saint-Gobain. Celle-ci, après fusion avec d'autres groupes multinationaux, crée La Shell qui devient à Berre, à 30 km au nord de Marseille, un pôle d'emploi drainant une main-d'œuvre importante qui s'organise fortement autour de la CGT. En conséquence, le modèle social qui se construit sur la ville présente quelques acquis de hautes luttes: salaires, habitat, éducation, culture, infrastructures sportives...

En 2007, les bénéfices de Shell-Berre ne sont plus suffisants pour la compagnie qui a plus à gagner sur des marchés émergents, plus prometteurs, au premier desquels la Chine (Shell décide, en janvier 2011 d'y investir 5,7 milliards d'euros). Shell vend alors ses trois sites français. Ainsi Shell-Berre devient en 2008 Berre-LyondellBasell... from Texas.

Le 31 mai 2011, Lyondell-Basell-Industrie (LBI) met à son tour en vente la raffinerie de son site pétrochimique de Berre. Comme l'explique Francis Duseux, PDG de Esso-France, de passage à Marseille le 11 avril dernier: «Dans le raffinage, contrairement aux idées reçues, les marges réalisées sont faibles». Mais pour LBI visiblement, les bénéfices sont déjà pris (4 milliards de profits en 2010), le processus de vente est alors bâclé en trois mois par la direction. Le 27 septembre, le couperet tombe: il n'y a pas de temps à perdre, mieux vaut



simplement fermer la raffinerie. C'est sans doute le début du démantèlement du site pétrochimique de Berre qui s'amorce, car personne ne voit comment un tel complexe peut vivre sans une raffinerie en son sein.

Un désastre social et écologique

Aujourd'hui, LBI fait le choix d'aller développer son activité et ses profits sous des cieux plus lucratifs encore, en laissant derrière elle un désastre social et écologique. Sans solution de reconversion, 370 emplois directs sont visés, auxquels il faut rajouter 1 500 emplois induits et sous-traitants, et un site à dépolluer. Car s'il y avait quelques acquis sociaux à défendre à Berre, la question écologique a toujours été un problème réel mais tabou, au nom de l'inénarrable chantage «l'écologie ou l'emploi». Sur l'étang de Berre, il y a depuis longtemps un nuage violet aussi inesthétique que permanent, les sites Seveso¹ sont au

nombre de 42, le taux anormal de maladies allergiques et cancers est avéré, et le 7 août dernier, un «inoffensif» nuage de couleurs sans nom s'est bizarrement dégageé du site LBI sur l'est de l'étang et le nord de Marseille (300 000 habitants). Nuage qui justifia une alerte téléphonique à Berre, l'évacuation de la plage de Vitrolles et la fermeture de l'aéroport. Alors que la question de la disparition du site et des emplois devient un risque réel, la question écologique demeure. Qui doit assurer la dépollution du site? C'est une question qui relève de la responsabilité des pouvoirs publics, avant que les holding foutent le camp et qu'il revienne aux contribuables d'en assurer la charge.

En attendant, à Berre, on lutte

À l'annonce de la fermeture de leur raffinerie, les salariés ont ressorti les bras encore chauds du conflit des retraites, et ont décidé la grève et l'occupation. C'est

l'entame d'une lutte terrible qui confronte directement au cynisme d'un système capitaliste seulement guidé par l'appât des profits. Il y a ici, comme pour les Fralib de Gémenos, les éléments d'un nouveau combat emblématique de la lutte des classes entre ceux qui vivent de leur travail et ceux qui font travailler leur argent. Il y a surtout là, une bataille dans laquelle se joue la condition et l'honneur de centaines de travailleurs, de travailleuses et leurs familles. Le NPA apporte tout son soutien au combat engagé par les salariés de LBI-Berre, appelle à la solidarité de toutes et tous autour de leurs actions et à une convergence des luttes qui se mènent actuellement dans la région pour maintenir l'activité industrielle.

Christophe Barnier

1. Directive européenne recensant les sites industriels à risque.



Révolution syrienne : résistance contre consensus

Voilà six mois que la révolte populaire syrienne est réprimée dans le sang par le régime d'Assad. Les appels extérieurs au dialogue entre le pouvoir et l'opposition n'ont pour le moment pas ébranlé la détermination des opposants.

L'évolution relative du discours officiel du gouvernement irakien, l'inflexion du discours du Hezbollah et leur appel au dialogue entre le gouvernement syrien et l'opposition en vue de réformes, tout comme les frémissements diplomatiques, de la Turquie au Qatar, en passant par la Russie ou la Ligue arabe avec l'initiative de cette dernière pour la Syrie, entraînent bien des interrogations sur la réalité syrienne.

Doha a été aussi le théâtre de plusieurs réunions de l'opposition syrienne sous patronage qatari – qui se sont précipitées après la visite de l'émir du Qatar en Iran –, visant à rassembler les différentes composantes de l'opposition dans un cadre unique, conseil national ou autre, à même de parler au nom de toute l'opposition.

De quoi s'agit-il et que se passe-t-il ? Il s'avère sur le terrain que le soulèvement populaire pacifique, au bout de six mois et malgré les sacrifices énormes consentis dans l'affrontement avec le pouvoir dictatorial sanguinaire, n'a pas encore fait tomber ce dernier. Le régime conserve encore un énorme potentiel de violence et de meurtre. Pourtant ce courageux soulèvement se poursuit et ne s'arrêtera pas malgré tous les moyens de répression de la clique au pouvoir. C'est une situation révolutionnaire permanente, dans le sens où les couches populaires ne peuvent plus accepter d'être gouvernées comme par le passé, et que ceux qui sont au pouvoir ne peuvent plus gouverner comme avant, les couches moyennes oscillent entre ces deux pôles même si elles commencent à rejoindre les premières.

Le régime n'est pas tombé, pas encore, mais il s'est beaucoup affaibli, a perdu sa légitimité interne et doit faire face à une condamnation internationale pour ses méthodes sauvages. Il n'a pas pu – et ne pourra pas – écraser ce soulèvement populaire permanent. Les réactions des pays impérialistes, des Nations unies, et autres institutions internationales jusqu'aux forces régionales, n'ont jamais réellement décidé de changer le régime militairement, ils jouent le pourrissement de la situation, dans l'attente d'une alternative : leurs réactions critiques viennent de leur difficulté à continuer de se taire sur les massacres de civils perpétrés par le régime depuis de longs mois. Mais ces dernières semaines, ces pays sont à nouveau

devenus quasiment muets.

Tout être sensé aura bien noté que ladite communauté internationale (les forces impérialistes) et les forces régionales ont donné et donnent encore au régime un sursis qui se prolonge pour lui permettre d'éteindre le soulèvement, au prix d'une mer de sang et des souffrances des masses. Aussi l'évolution des discours des gouvernements irakien, russe et de leurs alliés vers le respect du droit du peuple à la liberté – mais ils insistent sur la nécessité d'un dialogue entre le régime en place et l'opposition – place ces deux régimes en position de médiateurs dans ce dialogue. Quelques courants de l'opposition se sont proposés pour collaborer avec ces derniers sur cette base. Les efforts qataris vont dans le même sens.

Il semble évident que l'objectif du consensus irano-russo-qatari est d'entraîner l'opposition (et dans une moindre mesure de rassurer le régime qui refuse toute concession même formelle) vers un dialogue permettant de sortir de l'impasse dans laquelle se trouve l'oligarchie au pouvoir, d'empêcher l'effondrement du régime, et de sauver les bases de ce dernier en lui faisant accepter quelques changements formels, passant notamment par la participation de l'opposition au gouvernement. En face, l'opposition connaît une effervescence qui conduit à une redéfinition des alliances et des multiples propositions de voies de sortie de crise. Ceci est compréhensible, après une longue absence d'activité politique en raison de la dictature, mais un sentiment a envahi son discours politique, à savoir que la constitution d'une alliance parlant d'une seule voix (conseil national, transitoire ou autre) serait une condition préalable pour la victoire (sic) ! L'échec de la pléthore de conseils constitués a entraîné une certaine déception dans les milieux de l'opposition et les révolutionnaires sur le terrain. Or, que l'opposition (réunifiée) doive s'exprimer d'une seule voix correspond avant tout une à demande régionale et internationale (surtout de la Turquie et des pays occidentaux), mais ce n'est en aucun cas une condition pour que le soulèvement progresse ou triomphe ; il semble aussi, au vu des échecs passés, que la réalisation d'une alliance de toutes les forces politiques ne soit pas forcément possible ni nécessaire. Ce qui serait éminemment plus utile : une coalition des forces effectives de

la révolution sur la base de principes communs. Il est plus important d'unifier tous les efforts dans des luttes communes sur le terrain pour renverser la dictature que de bâtir des alliances politiques nouvelles en plus des innombrables congrès et autres rencontres télévisuelles et médiatiques. L'union de tous dans une formation qui prétend être le représentant unique et légitime du peuple syrien (à l'instar de l'OLP) n'est ni possible ni nécessaire. L'important est de savoir qui ? Pourquoi ? Et surtout : comment ? De fait l'opposition englobe des voix différentes, les unes appelant au dialogue avec le pouvoir (même à des conditions), d'autres à une phase transitoire avec le régime et enfin les dernières appellent à la chute du régime. Là aussi, est-ce que ce sera sous l'impulsion du peuple syrien seul (pacifiquement ou par les armes) ? Par une intervention militaire étrangère ? Ou par une stratégie révolutionnaire permettant aux masses de faire tomber le régime et d'édifier leur pouvoir démocratique ? C'est de cette dernière dont la révolution a besoin et non pas de celle qui propose de constituer tel ou tel conseil national...

Alors, les attentes des coordinations locales (groupes qui organisent les luttes) et des révolutionnaires sur le terrain envers l'opposition pour qu'elle s'unisse ne viennent que de l'absence de stratégie claire pour vaincre la dictature et des illusions de certains que les forces d'opposition traditionnelles (libérales) peuvent en proposer une. Pourtant, au terme de six mois de soulèvement spontané, les révolutionnaires ont compris que ce manque ne sera pas satisfait par les forces de l'opposition traditionnelle qui se concentrent sur une question non essentielle, à savoir celle de son unification à tout prix et du partage du pouvoir.

En tous cas, alors que le régime exécute sauvagement toutes sortes d'assassinats, de tortures à l'encontre des masses révoltées, que le soulèvement n'a toujours pas fait basculer le rapport de forces en sa faveur, tout dialogue avec cette clique sanguinaire au pouvoir ne serait que soumission, capitulation et une trahison de la révolution et des sacrifices consentis par notre peuple.

Ghayath Naisse
(Traduction : Luiza Toscane)

LONDRES

Une Europe contre l'austérité

La Conférence européenne contre l'austérité s'est tenue le samedi 1^{er} octobre à Londres et a réuni près de 700 personnes, dont 150 venues de différents pays d'Europe, issues de syndicats, du monde associatif et de partis.

Durant cette journée, les délégués ont échangé dans le cadre d'une vingtaine d'ateliers sur l'analyse de la crise du capitalisme, de ses conséquences économiques et sociales, des alternatives qui peuvent être élaborées et des moyens d'agir en commun. Il était clair que les réfractations de la crise sont multiples, notamment en ce qui concerne les différentes formes de racisme.

Lors du meeting final, l'intervention de Sonia Mitrailia du CADTM de Grèce, pays devenu véritable « laboratoire de l'austérité », a donné un tableau saisissant d'une société en train d'être littéralement démolie par la folie capitaliste, qui entraîne notamment une dégradation dramatique de la situation des femmes, mais également de la résistance acharnée et lucide du peuple de Grèce.

De manière générale, plusieurs constatations faisaient accord : la gravité de la crise du capitalisme et son caractère durable, la nécessité de la mise en commun d'un large arc de force pour résister et construire une autre société, l'importance de la bataille idéologique contre la propagande des dominants qui visent à la légitimation du règlement de la crise sur le dos des peuples.

Ces convergences apparaissent clairement dans la déclaration finale issue de la conférence. Toutefois, celle-ci ne s'est pas contentée de diagnostics globaux partagés, elle a également mis dans son agenda des perspectives d'actions communes concrètes. Ainsi, les débats ont intégré la nécessité de campagnes d'audits des dettes publiques, auxquelles un atelier spécifique était consacré, et la remise en cause des dettes illégitimes.

Plus significativement encore, la déclaration finale a non seulement appelé au succès d'échéances internationales, comme la journée d'action européenne des « Indignés » le 15 octobre et la mobilisation contre le G20 au début du mois de novembre à Nice et Cannes, mais s'est également exprimée pour des journées de mobilisation effectives à l'échelle du continent.

Il s'agit d'un pas de plus pour la mise en œuvre d'un internationalisme pratique, en action. Dès lors, l'enjeu pour les anticapitalistes est d'œuvrer à de telles convergences à l'échelle du pays mais également de faire vivre ce cadre européen en travaillant à son élargissement géographique, à l'intégration de nouveaux thèmes (comme l'écologie) et à l'enrichissement du spectre des organisations y participant.

Suren

en bref...

Les Portugais disent non à l'austérité.

Le gouvernement de droite de Coelho, élu en juin au bénéfice d'un « sortez les sortants », n'a pas chômé pas plus qu'il n'a connu d'état de grâce. Taxe extraordinaire sur les revenus, politique de hausses d'impôts et de taxes extraordinaires sur les revenus, maintien du gel des salaires et de l'embauche des fonctionnaires, baisse des prestations sociales, voilà le remède de cheval administré sous le haut patronage de la troïka FMI-UE-BCE. Il ne faut pas chercher bien loin pour trouver les victimes : la jeunesse, les classes populaires et moyennes.

La réponse ne s'est pas fait attendre, car la droite a vu défiler samedi dernier dans les rues des principales villes du pays, des centaines de milliers de personnes contre l'austérité, notamment à l'appel de la principale confédération du pays, la CGTP.

Malgré la polémique sur les chiffres, les manifestations frappaient une fois encore par leur caractère massif. Il est bon de signaler que l'indignation ne se rend pas. Il faut maintenant la faire converger. Construisons une journée européenne d'expression conjointe des indignés !

Mal-logement :

10 millions de personnes touchées de plus ou moins près par le mal-logement, soit environ un habitant sur six... Parmi eux, 3,6 millions survivent dans un logement insalubre, sans sanitaire, surpeuplé, trop cher; plus d'un tiers sont dans ce que l'on appelle la « zone grise » du mal-logement (hébergement chez un proche, dans une caravane, une cave, un squat...), et vivent chaque jour avec la menace de rejoindre les 130 000 privés de toit de ce pays.

500 000 ménages locataires en impayés de loyer, 70 000 propriétaires en rupture de remboursement de prêt.

Dans les grandes agglomérations, et plus particulièrement à Paris, il est souvent plus difficile d'obtenir un logement que de décrocher un emploi, c'est dire... Et si pour avoir un travail il faut avoir la gueule de l'emploi, il est nécessaire d'avoir la gueule du logement, même pour louer un studio 700 euros/mois en banlieue, car dans ce domaine aussi les discriminations racistes sont criantes.

L'immobilier, un secteur très lucratif!

On parle souvent de « crise du logement » pour s'émouvoir de la difficulté d'accéder à un logement ou pour justifier des loyers indécents. Il n'y a pourtant pas de crise du logement mais bien plutôt une pénurie de logement; pénurie organisée par des politiques de construction insuffisantes, de privatisation du parc social ou de subvention des hausses des loyers par les aides sociales qui se retrouvent ainsi dans les poches des propriétaires. Car en l'occurrence, la prétendue « crise du logement » s'avère extrêmement profitable pour les bailleurs, en particulier pour de gros bailleurs privés comme Icade, Dexia ou encore BNP Real Estate. Deuxième idée fautive et souvent répandue: il s'agirait d'une valeur refuge vers laquelle on se replie en temps de crise économique. Si cela peut être vrai pour de petits propriétaires, c'est en réalité largement faux. La meilleure preuve de la place centrale qu'occupe l'immobilier dans l'économie capitaliste, on l'a eu en 2007. La crise des subprimes, les fameux crédits hypothécaires américains, a été l'élément déclencheur d'une crise économique qui vient de loin certes, mais qui a pour point de rupture l'emprunt immobilier. L'accession à la propriété individuelle est aujourd'hui érigée en modèle, le candidat Sarkozy en

2006 souhaitait même « rendre possible l'accès à la propriété pour tous en développant les crédits hypothécaires », c'est-à-dire les mêmes crédits qui ont conduit l'économie mondiale dans le mur! Mais au-delà d'une belle leçon de perspicacité politique, le développement d'une politique du logement tournée vers le développement du crédit et l'accession à la propriété privée souligne bien que le logement est un secteur comme un autre de l'économie capitaliste, soumis aux mêmes règles: celle de la rentabilité, celle du taux de profit! Les revenus de l'immobilier représentent en 2010 au moins 22% du PIB (10% en 1959).

Les attaques incessantes contre le logement social témoignent également de l'intérêt que portent les capitalistes à ce gros gâteau de 200 milliards d'euros par an, et le gouvernement actuel aide régulièrement ses amis du Medef à se couper des parts plus grosses: réforme du livret A, ouverture à l'actionnariat d'ESH (Entreprise sociale pour l'habitat) filiale de la Caisse des dépôts et consignation, hausse des loyers dans le secteur social...

L'immobilier est donc un secteur très lucratif de l'économie capitaliste, mais ça je crois qu'un certain Engels l'avait déjà écrit...

En chiffres...

Les ménages consacrent en moyenne 25% de leur budget aux dépenses de logement (20% en 1984, moins de 10% en 1960).

Entre 1998 et 2004, alors que le niveau de vie des Français a augmenté de 28%, les prix de l'immobilier ont grimpé de 86%.

356 000 constructions en moyenne par an depuis 2000, alors qu'il en faudrait au minimum 500 000 par an. Il manque toujours un million de logements en France.

Recul constant de « l'effort » de l'État pour le logement social: les subventions aux organismes HLM pour la construction d'immeubles sont passées de 716 millions d'euros en 2009 à 270 en 2011. Les subventions foncières sont en baisse d'un tiers en 2010 par rapport à 2008. La loi de finances 2011 a accentué la ponction sur les HLM de 245 millions supplémentaires. Et le « 1% logement » a été volé aux salariés pour devenir la seule source de financement du programme de démolitions de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU, qui annonce d'ailleurs un déficit de 343 millions d'euros).

Logement social, « obéir à la logique d'entreprise »

Pour avoir une approche du logement social de demain, on ne peut que vous recommander chaudement la lecture de l'ouvrage du très informé André Yché sur la question. André Yché n'est autre que le président du directoire de la Société nationale immobilière (SNI) qui n'est autre que le premier bailleur social de ce pays. Avant de vous dépeindre les visions de ce technocrate du social, un rapide portrait de la SNI s'impose: 260 000 logements, dont 180 000 logements sociaux et 80 000 logements intermédiaires, 330 millions d'euros de résultat net en 2010. Monsieur Yché est donc un homme très averti en matière de logement social.

Dans un article du Monde de février 2011, Yché déclare: « ce que j'essaie de montrer, c'est que le modèle HLM avec ses contraintes est en décalage avec un monde où la valorisation foncière et immobilière est la règle ». Rappelons, si c'est utile, que les contraintes du « modèle HLM » sont bien évidemment les loyers moins chers que dans le privé et les revenus précaires des locataires, voilà donc un modèle incompatible avec le capitalisme, une tolérance d'hier qui n'est plus d'actualité aujourd'hui! Dans le même article,

il poursuit: « À terme, tous les groupes d'ESH devront devenir des opérateurs immobiliers globaux d'intérêt général qui obéissent à une logique d'entreprise ». Voilà le secteur social qu'un technocrate comme Yché rêve de nous construire, un monde où le logement social est soumis aux mêmes règles de rentabilité que le privé, où la gestion du parc social est confiée à des groupes privés.

Mais en disant cela, André Yché n'est pas un mouton noir, ni même une brebis égarée sur les pâturages du Medef, Benoît Apparu, ministre du mal-logement, déclare régulièrement que le monde a changé et que les bailleurs sociaux doivent s'adapter. Et cette politique a des conséquences concrètes. Dans le parc dit « social », les hausses de loyers sont très importantes. Les pouvoirs publics, l'État et la région Île-de-France, ont laissé la société Icade vendre 32 000 logements sociaux financés par l'argent public de la Caisse des dépôts et consignation et les loyers des locataires.

Le logement social est au centre du viseur, en particulier sous le quinquennat de Sarkozy. Le logement social représente 200 milliards d'euros par an, ça aiguise les appétits...

LA NOUVELLE



Sur 111 dossiers DALO examinés en 2010 dans le 92: 16 décisions favorables soit pour un logement, soit vers une « structure d'hébergement adaptée » (en 2008, 102 dossiers, 37 décisions favorables)

Blocage des loyers

En pleine bataille pour les primaires du PS, Martine Aubry, Arnaud Montebourg et Ségolène Royal évoquent le blocage des loyers si l'une ou l'un d'eux est élu. La réaction est immédiate. Les défenseurs des bailleurs n'hésitent pas à prédire que ces derniers ne loueront plus, que les logements seront encore plus difficiles à trouver... Pourtant cette mesure n'a rien de révolutionnaire et elle était déjà appliquée, il n'y a pas si longtemps.

Aujourd'hui un bailleur ne peut augmenter le loyer (en dehors de la réévaluation annuelle) au moment de renouvellement de bail. En revanche, s'il loue à un nouveau locataire, il

peut augmenter le loyer jusqu'en 1997, même en cas de locataire, il ne pouvait y avoir de blocage que si le bailleur prouvait un manifestement sous-évalué des prix pratiqués ou s'il avait dans les six mois précédents été comprise dans la loi de finances qu'elle serait applicable jusqu'en 2008. Or quelques mois avant la loi de finances avait gagné les élections le PS avait majorité au Parlement, aurait pu voter cette disposition. Il ne l'a pas fait et les loyers ont augmenté dans des proportions

état des lieux

POLITIQUE DU LOGEMENT

EN 2011
PRIORITÉ AU
LOGEMENT
SOCIAL...

L'ÉTAT VA
INSTALLER
900 000 TENTES
IGLOO...



Wanted! La loi de réquisition

Deux millions de logements vides (depuis au moins deux ans), 40 millions de mètres carrés de bureaux vides (dont 2 millions à Paris – mais on en construit des nouveaux en banlieue!). Depuis 1945, une loi prévoit leur réquisition. Essayez de la faire appliquer, vous devenez hors-la-loi! Chassés violemment par la police, comme Jeudi noir place des Vosges, puis avenue Matignon, parmi les exemples de réquisition les plus connus – sans doute parce qu'ils montraient ces lieux de luxe et de pouvoir, dont la vacance spéculative dit bien tout le mépris des gouvernants. Des dizaines d'immeubles sont ainsi occupés partout en France pour avoir un toit et pour obtenir leur réquisition. Deux exemples qui montrent que désobéir² peut faire bouger les lignes :

En février 2009, six appartements de fonction, laissés vides par La Poste depuis 2002, ont été réquisitionnés par un collectif d'organisations de Saint-Denis pour y installer des familles sans logement. Le maire a alors pris un arrêté de réquisition légalisant ainsi l'occupation. La Poste et la préfecture ont engagé une procédure contre l'arrêté pris par le maire et ont obtenu son annulation. Puis ils ont engagé une procédure contre les familles installées dans l'immeuble de La Poste. En juillet 2010, la justice a accordé des délais tels qu'ils permettaient de rester dans le logement au moins un an de plus, justifiant ces délais pour permettre aux services de la préfecture d'intégrer ces familles dans le plan de relogement.

À Toulouse, un immeuble en centre-ville, place Anatole-France, a été occupé pendant plusieurs mois, en 2009. Le combat du DAL, des Enfants de Don Quichotte, soutenus entre autres par le NPA, a obtenu que la ville achète ce bâtiment pour y faire une quinzaine de logements très sociaux.

1. Modifiée ainsi en 2006 : «[...] le représentant de l'État dans le département peut procéder, par voie de réquisition, pour une durée maximum d'un an renouvelable, à la prise de possession partielle ou totale des locaux à usage d'habitation vacants, inoccupés ou insuffisamment occupés».

2. Désobéir pour le logement, dans la collection des Désobéissants, indispensable, 5 euros, 60 p.

Vous avez dit social?

La loi SRU (le S pour Solidarité!) adoptée en 2000 sous le gouvernement Jospin prévoit un pourcentage de 20% de logements sociaux dans les communes de plus de 3 500 habitants (1 500 en Île-de-France).

MAIS seules celles comprises dans une agglomération de plus de 50 000 habitants, comprenant au moins une commune de plus de 15 000 habitants sont concernées.

MAIS les communes concernées peuvent s'y soustraire par le paiement d'une taxe annuelle.

MAIS la loi Borloo sur l'ANRU donne la possibilité à certains maires de «déplacer» de l'habitat social d'une commune vers une autre, dans le cas d'une commune au-dessus du quota des 20% vers une commune en deçà.

MAIS un préfet peut décider qu'il n'y a pas d'amende (comme à Nice ou Toulon).

MAIS ces 20% intègrent les logements PLS (prêt locatif social). Social? Comparaison des plafonds de revenus annuels pour un ménage de deux personnes en région parisienne: PLS 43 000 euros - Plus (prêt locatif à usage social) 33 000 euros - Plai (prêt locatif à financement très social) 20 000 euros.

Un programme d'urgence pour le logement!

La crise économique, la dette, l'emploi sont des préoccupations centrales aujourd'hui et vont être les thématiques phares de l'élection présidentielle. Mais la question du logement pourrait bien s'inviter... La grève des travailleurs du Samu social de cet été, le procès de l'incendie du boulevard Vincent-Auriol et la mort tragique de six Tunisiens dans un immeuble de Pantin mettent une nouvelle fois en lumière la situation dramatique des privés de logement. Le logement est un besoin de première nécessité, un toit c'est un droit!

Nous devons imposer le droit au logement sur le modèle du droit à l'éducation, c'est-à-dire celui d'un droit égal et garanti pour toutes et tous!

Comme sur d'autres sujets, le NPA défend en matière de logement un programme politique qui porte à la fois des mesures immédiates pour répondre à l'urgence de la situation, et des mesures de rupture avec le capitalisme qui permettent de répondre durablement à la question du mal-logement.

- La première des mesures que nous portons c'est la construction massive de logements vraiment sociaux, car il n'y a pas de réponse satisfaisante au mal-logement sans prendre le mal à la racine, sans mettre fin au manque de logement.

- Mais en même temps il faut imposer immédiatement :

- des mesures d'urgence comme l'arrêt des expulsions et l'application de la loi de réquisition. Nous défendons l'arrêt des expulsions car c'est une violence sociale inacceptable, et comment comprendre que l'État qui a trouvé des milliards d'euros pour sauver les banques laisse des familles se faire jeter à la rue? L'application de la loi de réquisition est également une mesure d'urgence à porter dans les mobilisations car c'est une mesure accessible (loi de 1945) et réaliste (il y a plus de 2 millions de logements vides). C'est une mesure d'urgence mais également de rupture car c'est une incursion dans la propriété privée, et elle porte l'affirmation qu'un toit est un droit fondamental.

- La mise en place d'un grand service public du logement sous contrôle de la population, afin d'avoir une gestion socialement et écologiquement cohérente du parc social. Aujourd'hui dans la seule région Île-de-France, il y a plus de 140 bailleurs sociaux, ce qui constitue un véritable maquis, incontrôlable par les populations et au développement déconnecté des besoins sociaux.

- La loi SRU qui impose un minimum de 20% de logements sociaux doit être appliquée sous peine de non-éligibilité des maires et elle doit être modifiée pour servir vraiment à construire partout des logements accessibles, en imposant un pourcentage de logements sociaux dans tout programme de construction.

- Interdire la vente des HLM et arrêter l'infenale spirale des copropriétés dégradées passant sous la coupe de marchands de sommeil.

- Le plafonnement des loyers à hauteur de 20% des revenus car on ne doit pas se faire ponctionner la moitié de ses revenus pour avoir un toit sur la tête. **Un toit c'est un droit!**

ns limites. Alors que
as de changement de
avoir d'augmentation
que le loyer était ma-
en comparaison des
effectué des travaux
nts. Cette disposition
le 1989 qui spécifiait
qu'au 31 juillet 1997.
date fatidique, le PS
égislatives et, avec la
ait tout à fait pu pro-

ers ont commencé à
tions considérables.



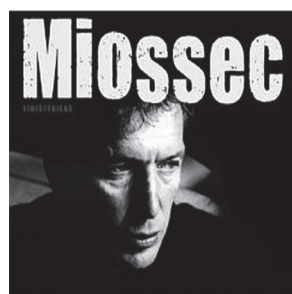
www.demosphere.eu/

Démosphère se veut un agenda militant participatif. Il centralise les initiatives, manifs, réunions, projections-débats, colloques etc.

Pour y indiquer une quelconque manifestation, il faut respecter plusieurs conditions :

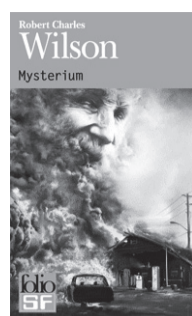
- porter sur un sujet « politique », au sens large,
- être ouvert à touTEs sans distinction,
- permettre à chaque participantE de s'exprimer (sont donc exclus, par exemple, les meetings politiques sans débat),
- être porteur d'un message de « progrès social » et ne promouvoir aucune forme de domination (économique, sexiste, raciste, etc.).

Démosphère existe dans plusieurs régions (Paris, Toulouse, Gironde, Angers, Maine-et-Loire...) et recense bien sûr les événements qui se produisent dans la région concernée. Un outil à utiliser sans modération.



MUSIQUE
FINESTÉRIENS

Miossec
Pias
Un nouvel album de Miossec, c'est un peu comme un film de Woody Allen, les journalistes sont toujours tentés d'écrire que c'est le meilleur depuis le premier. Car on l'aime notre Bretois aux postures de Leopardi atlantique, lui qui nous a redonné le goût de la chanson française (et il y a de quoi s'en détourner). Une chanson française qui sent « la bière et l'animal, les tactes et la mauvaise foi » et qui savait parler d'autre chose que de son nombril à mèche et des restos vietnamiens à Évreux (Delorme fils). On lui pardonne tout alors, même son amitié pour le béat ségoliste Cali. Parce qu'il parle d'amour comme le grand enfant malade que nous sommes tous un peu (de l'adolescent éternel à la crise de la quarantaine), mais surtout parce que lorsque Miossec évoque la politique, il n'oublie finalement rien, qu'il décortique le malaise du travail dans *Les chiens de paille* ou encore les doutes existentiels de notre société narcissique (*Les joggers du dimanche*).
King Martov



LIVRE
MYSTERIUM

Robert Charles Wilson
Folio SF Gallimard / 7,30 euros
Sur un chantier de fouilles archéologiques en Turquie, une équipe découvre un fragment de matière étrange. Comme il se doit, l'armée américaine fait main basse dessus et tente, dans le plus grand secret, d'en percer les mystères. Pour y parvenir, elle construit un laboratoire à proximité d'une petite ville de la région des Grands Lacs, appelée Two Rivers. Et comme il se doit quand on joue les apprentis sorciers, tout cela va mal finir ! Loin des histoires de vaisseau spatial et d'extra-terrestres, Wilson travaille au corps la place de la science et de la technologie dans notre société, mais également nos représentations religieuses. Ce roman est une excellente introduction à l'univers de cet écrivain canadien, qui manipule avec aisance les paradoxes temporels et les univers parallèles. Comme moi, cela vous donnera envie de vous jeter sur les suivants !
Henri Clément



EXPOS

FRA ANGELICO ET LES MAÎTRES DE LA LUMIÈRE
Musée Jacquemard André Dupuis / 14 euros
Pour tous ceux qui aiment Florence et le Quattrocento (XV^e siècle), la visite du couvent de San Marco, avec les fresques de l'Angelico, est inoubliable, de même que celle de la Chapelle de Scrovegni avec les fresques de Masaccio et de Masolino. On est craintif devant cette exposition ; les fresques, ça ne voyage pas... On a tort, elle est très riche, de nombreux tableaux de Fra Angelico et de ses contemporains nous régaleront ; un petit film nous montre les fresques de San Marco. On est vraiment transporté. Seul détail - de pinailleur : le film ne nous montre pas le pan de mur où l'Angelico a essuyé ses pinceaux et qui a fait écrire à Pierre Bayard un texte jubilatoire sur le « plagiat anticipé » de Jackson Pollock.
Paul Louis Thirard
158, bd Haussmann 75008 Paris jusqu'au 16 janvier 2012.



EXPOS

LES MONDES DE FRANÇOIS LUNVEN
Galerie Alain Margaron,
Après des débuts éblouissants dans la gravure et le dessin d'abord, dans la peinture ensuite, Lunven (1942-1971) s'est donné la mort à 29 ans, et s'il a été justement qualifié de « météore », c'est aussi pour ce que son œuvre avait (et conserve) de météoritique, sans rapport avec les autres créations de son temps, voire du nôtre. Ni les mécamorphoses d'Erró des années 1960 ni les meilleures illustrations de science-fiction de la décennie suivante n'en approchent pour la perfection du trait ou de la couleur, la puissance agressive, l'intrication d'expansion vitale et de cruauté destructrice qui s'y déploient jusqu'à envahir l'œil et confondre le regardeur. L'univers créé par Lunven en une petite dizaine d'années a intéressé les plus grands musées, sans qu'ils puissent en montrer mieux que des fragments dispersés, et c'est ce qui rend encore plus précieuse la réunion exceptionnelle qu'en présente la galerie Alain Margaron.
Gilles Bounoure
3, rue du Perche, 75003 Paris, jusqu'au 27 octobre.

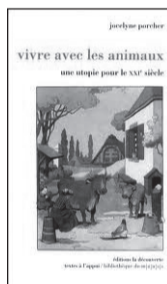
l'essai

VIVRE AVEC LES ANIMAUX

Une utopie pour le XXI^e siècle

JOCELYNE PORCHER

La découverte
168 pages
15 euros



« Les animaux domestiques sont des machines, non pas dans l'acception figurée du mot mais dans son acception la plus rigoureuse, telle que l'admettent la mécanique et l'industrie. »

Ces propos ne sont pas de ceux de la FNSEA mais de A. Sanson, zootechnicien qui en 1907 a publié un traité sur l'élevage des animaux. Jocelyne Porcher redéfinit à partir de ce cauchemar ce qu'est pour elle l'élevage et non pas les productions animales. Si l'auteure ne cache pas son amour des bêtes, elle examine par ailleurs ce qui fait la joie et la souffrance des travailleurs des abattoirs comme des paysans. Propagandiste de « la vie bonne », Jocelyne Porcher est chargée de recherches à l'Inra et a réalisé nombre d'études sur les relations hommes-animaux. Si dans cet ouvrage elle s'oppose à l'industrialisation de la viande en contestant le puçage des brebis, l'abattage violent des bovins, les conditions ignobles d'élevage des porcs ou des poulets, elle remet en cause les dernières thèses américaines sur le végétarisme et s'applique à démontrer comment on peut vivre avec les animaux dans une société à refaire de fond en comble, de l'étable à la table.

Christophe Goby

EXPO **L'Angleterre victorienne mise à nu par ses artistes mêmes**

En collaboration avec le Victoria Et Albert Museum de Londres et deux grands musées de San Francisco, le musée d'Orsay présente jusqu'au 15 janvier « *Beauté, morale et volupté dans l'Angleterre d'Oscar Wilde* », sujet bien plus politique qu'il n'y paraît.

« L'Angleterre d'Oscar Wilde » (1854-1900), c'est cet Empire capitaliste victorien qu'il fut amené à contester longtemps après les pré-Raphaélites, artistes issus d'une minuscule société secrète fondée en 1848 par Dante Gabriele Rossetti

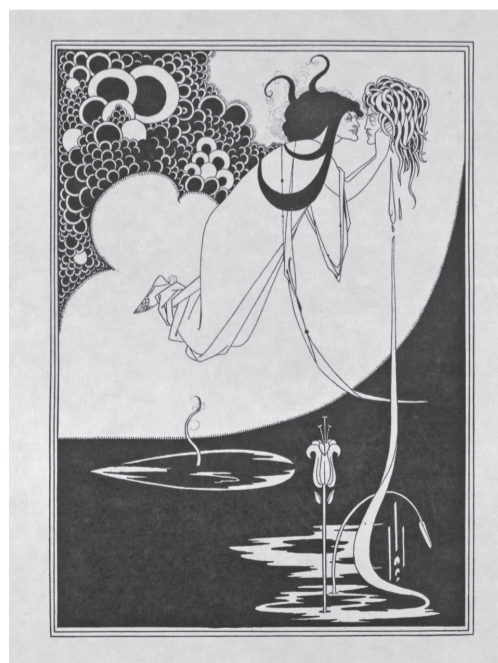
(1828-1882), fils d'émigrés italiens familiers des conspirations républicaines. La Pre-Raphaelite Brotherhood dissoute, Rossetti recevait dès 1857 l'appui d'Edward Burne-Jones (1833-1898) et de William Morris (1834-1896) qui allaient donner à ce qu'on nomma à partir de 1882 « l'Aesthetic Movement » une inflexion politique décisive, et Wilde lui-même se sentit obligé de la concilier avec son propre individualisme, notamment dans *L'Âme humaine et le Socialisme* (1891). L'anticapitalisme de plus en plus net et virulent que ces artistes vinrent à exprimer, non seulement dans leurs propos mais dans leurs œuvres, forme l'un des intérêts majeurs de cette exposition, même s'il n'y est guère mis en valeur.

Quand Burne-Jones et Morris, venus étudier la théologie à Oxford, renoncèrent à entrer dans les ordres pour vouer leur vie à l'art, leur programme était peut-être déjà « beauté, morale et volupté », mais certainement pas celui du dandysme, de l'art pour l'art et de ses tours d'ivoire. Même si leur « critique du présent [resta d'abord] étroitement combinée à une apothéose étrangement peu historique du Moyen Âge, d'ailleurs fréquente chez les révolutionnaires anglais », comme remarquait Engels à propos de Carlyle, un de leurs premiers maîtres à penser, la misère des villes ne les heurtait pas moins que la laideur générée par le capitalisme industriel. La fabrique d'ameublement et de décoration qu'ils fondèrent en 1861, le magasin qu'ils ouvrirent à Londres en 1877 n'étaient qu'un

pan de leur projet général de renouveler la vie quotidienne de tous par le moyen d'un art assurant beauté et liberté à chacun. Si le public s'effraya parfois de leurs grandioses portraits de femmes, c'est qu'ils n'étaient pas sans liens avec le mouvement d'émancipation féminine gagnant alors l'ensemble de la société anglaise.

Wilde se fit leur propagandiste, notamment aux États-Unis, mais plus par désir de se mettre en scène que par adhésion profonde à ce mouvement dont on ne saurait faire coïncider l'extinction avec son procès, son emprisonnement et sa fin misérable... comme le ferait aisément croire le titre de l'exposition. Bien après la mort de Morris, l'utopie collective qu'il avait définie dans *Nouvelles de Nulle Part* (1890), ses dénonciations ravageuses du capitalisme et du parasitisme bourgeois (telle sa conférence de 1883, « *Art under Plutocracy* »), ses combats politiques aux côtés d'Eleanor Marx et de Pierre Kropotkine continuèrent d'influencer artistes et militants tout autant que ses créations dans le domaine de l'art. N'aurait-il pas même formulé la solution à la question de l'abolition du travail posée dans *L'Idéologie allemande*, comme l'écrivit Rubel dans son édition de Marx ? Pour ce que montre cette exposition, raffinement et ingéniosité à utiliser toutes les ressources artistiques alors connues pour embellir la vie quotidienne, elle est à visiter, et pour ce qu'elle ne montre pas, peut-être davantage encore.

Gilles Bounoure



Aubrey Beardsley, (1872-1898)
L'Apogée, illustration pour *Salomé* d'Oscar Wilde - (*The Climax*), 1894. Tiré de « *A Portfolio of Aubrey Beardsley's drawings illustrating Salome by Oscar Wilde* », 1907. Publié par John Lane, cliché au trait et demi-ton sur vélin japonais. © V&A Images.

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél.: 01 49 28 52 44 / Fax: 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.

Les Roms privés du droit de survivre

Le ministre Claude Guéant vient de s'illustrer une fois de plus en braquant les projecteurs médiatiques sur la «*délinquance roumaine*». Il ne spécifie pas «*délinquance rom*» car le propos serait discriminatoire. Mais la population aura rectifié d'elle-même. Cette campagne de dénonciation va à coup sûr encore enfler avec l'entrée des candidats UMP et FN dans le vif de la présidentielle. Cette stigmatisation est d'autant plus insupportable que diverses dispositions législatives et réglementaires récentes organisent délibérément l'asphyxie économique des Roms.

Harcèlement

Rappelons que les immigrés roumains et bulgares, bien que membres de pays appartenant à l'Union européenne, doivent posséder un titre de séjour s'il souhaite exercer une activité professionnelle, salariée ou non salariée, en France. Le travailleur salarié doit en plus obtenir l'autorisation de travailler.

Ces barrières conduisent les Roms à exercer des activités périphériques pour assurer leur survie quotidienne.

Ce sont ces activités – mendicité, biffe, récupération de métaux... – que le gouvernement a décidé de limiter sévèrement, voire d'interdire. Avant la loi Loppsi 2, élaborée par Alliot-Marie et Hortefeux, «la vente à la sauvette» ne relevait que d'une contravention de 4^e catégorie. Grâce à nos deux grands humanistes, cette activité est désormais un délit avec à la clef une peine de prison de six mois et de 3750 euros. Les forces de l'ordre sont ainsi stimulées et dispersent avec zèle les étals de fortune où Roms (et autres) proposent guenilles et objets de récupération en échange de quelques euros. Un harcèlement qui rend quasi impossible ce commerce informel.

Pour en finir avec cette économie de la misère que l'UMP et le FN ne sauraient supporter, la police recourt également à une disposition particulièrement vicieuse. Depuis la «loi pour la sécurité intérieure», œuvre de Nicolas Sarkozy ministre de l'Intérieur, le code pénal considère comme un délit de privation de soins «*le fait de maintenir un enfant de moins de six ans sur la voie publique ou dans un espace affecté au transport collectif de voyageurs, dans le but de solliciter la générosité des passants*». C'est à



21 mai 2010, rassemblement devant la sous-préfecture de Saint-Denis des habitants Roms du camp du Hanul menacé d'évacuation. Le sous-préfet a refusé de recevoir une délégation. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

ce titre que des mamans roms ont été interpellées en flagrant délit de mendicité et que leurs enfants leur ont été retirés pendant plusieurs jours. Sans qu'elles aient été informées du lieu où ces enfants avaient été conduits ! Pourtant, la jurisprudence a refusé d'établir un lien automatique entre mendicité et maltraitance. La vérité, c'est que les mamans gitanes éprouvent les plus grandes difficultés à faire garder leurs nourrissons et que l'allaitement est la façon la plus économique de les nourrir. En tout cas, voilà qui devrait dissuader ces pauvresses de récidiver. Cette stupéfiante affaire a bien sûr fait le tour des campements avec le résultat

recherché par les autorités : l'effroi... Enfin, la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 – art 51, précise que «*toute transaction relative à l'achat au détail de métaux ferreux et non ferreux est effectuée par chèque barré, virement bancaire ou postal ou par carte de paiement*». Bien sûr, très peu de gens de la communauté rom disposent de ces moyens de paiement... Tout est donc mis en œuvre pour priver les Roms de leurs maigres ressources et pour les inciter à rentrer dans leur pays. Pays où, la crise capitaliste aidant, le racisme dont ils sont l'objet franchit des sommets inimaginables, à l'égal de leur paupérisation.

La solidarité des anticapitalistes doit trouver à s'exprimer sur ce terrain aussi. Certes, cette démarche n'est peut-être pas profitable électoralement. C'est sans doute la raison qui conduit bien des élus PS et certains élus Front de Gauche (Tremblay, Montreuil...) à adopter des comportements anti-Roms inadmissibles. Mais le combat antiraciste est indivisible. Céder à la campagne anti-Roms, c'est laisser s'installer la gangrène raciste qui divise et exonère les possédants de leurs responsabilités dans la misère grandissante.

Quentin (comité Montreuil)

courrier

Pour nous écrire, pour prendre contact : redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

La tactique du front unique contre l'austérité et la dette. D. F. (Paris) :

Dans la dernière édition de *Tout est à nous* ! Yvan Lemaître analyse les contradictions du Front de Gauche. La critique du programme porté par Jean-Luc Mélenchon, accusé de faire trop de concessions à la gauche de gouvernement et d'une ambiguïté quant à d'éventuelles alliances au sein d'une énième union de la gauche sous hégémonie socialiste, conclut en soulignant les divergences politiques entre le NPA et le Front de gauche qui justifient «*une campagne et un candidat anticapitalistes*».

Cette orientation soulève plusieurs problèmes. D'abord, celui de l'utilité d'une campagne électorale du NPA faisant cavalier seul. Dans les «Principes fondateurs du NPA», document fondateur du parti en 2009, les constituants déclarent : «*Nous voulons que le NPA soit efficace, utile tout de suite [...] Nous participons aux élections pour défendre nos idées, pour rassembler très largement la population autour de notre programme*». Les idées-clés de ce dernier, notamment l'idée d'un contrôle populaire des banques, sont reçues de manière positive dans la population mais sont jugées comme irréalisables. Par conséquent, l'effet de mots d'ordre tels que «*Faisons le procès du capitalisme*» (à la une de *Tout est à nous* ! début septembre) n'est autre que la démobilisation puisqu'il ne s'agit pas d'un objectif à la portée pratique des équipes militantes et des sympathisants du mouvement ouvrier.

Deuxième problème : à force de vouloir

éviter toute «*corruption*» du programme anticapitaliste par des concessions qui seraient synonymes de capitulation, on restreint par nous-mêmes notre propre espace politique. Alain Krivine soulignait récemment à quel point la situation politique est paradoxale en Europe aujourd'hui ; paradoxe qui voit se creuser le fossé entre les potentialités croissantes inscrites dans la situation respective de chaque pays pour des mouvements anticapitalistes de masse, et la faiblesse, puis la division, qui règnent parmi les partis de la gauche radicale. Depuis le début de la crise, on peut dire que l'un de nos échecs a été de ne pas avoir réussi à populariser et à formuler de manière à être compris et réapproprié un programme de transition pour faire face à la crise. L'idée d'un audit de la dette est en ce sens un moteur efficace pour politiser la question (technique) de la dette et favoriser l'intervention directe des salariés et des opprimés dans l'arène politique contre l'austérité et les contre-réformes. Mais pour qu'elle puisse se faire entendre, cette idée présuppose la poursuite d'une tactique résolue de front unique dont la formule classique demeure : «*marcher séparément, frapper ensemble*» (Trotsky). Malgré les différences programmatiques irréconciliables avec le Front de Gauche, le NPA, s'il veut respecter l'espoir et les principes de sa fondation, ne peut se servir de la prochaine échéance électorale que pour favoriser le développement et l'auto-organisation des opprimés et des exploités contre l'ordre établi. La question de la dette est

amenée à durer et les contre-réformes risquent de pleuvoir après l'échéance présidentielle : cela signifie qu'il est toujours temps de changer de tactique pour le NPA pour adopter une tactique de front unique contre l'austérité et la dette.

Non à la doxa libérale. M. P. (mail) :

L'article *Rigueur, récession... et émancipation* (voir *Tout est à nous* ! n°117) dénonce la «*rigueur*», la récession et souhaite une émancipation, sans proposer clairement de solution pratique. Il reprend et commente deux citations. L'une de Martin Wolf et l'autre de la nouvelle directrice du FMI : Christine Lagarde. Ces citations traitent du rôle de l'État dans la «*crise*» actuelle. L'article l'étend au rôle de la Banque centrale. La Banque centrale : quel devrait être son rôle ? La citation de Martin Wolf est : «*Les États qui pourraient dépenser plus s'y refusent, et ceux qui voudraient dépenser plus, ne le peuvent pas*». L'article ajoute : «*De même pour les banques centrales*». Cela n'est pas justifié : les banques centrales émettent et contrôlent l'émission de leur monnaie. Leur seule limite rationnelle est d'éviter une trop grande émission de monnaie qui entraînerait un phénomène de «*fuite devant la monnaie*» entraînant une hausse continue des prix en cette monnaie (appelée alors : inflation monétaire). Pour les banques centrales, deux mesures pratiques devraient être prises, dans l'intérêt des populations :

possibilité de prêts directs à l'État, à taux réduit, ce que la loi française interdit depuis 1973 pour la France et que les traités européens ont repris depuis le traité de Maastricht de 1992 (disposition actuelle : art. 123 du traité de Lisbonne de 2007) ; prêts à des entreprises à créer ou à développer donnant du travail aux chômeurs, suivant les indications des services compétents de l'État ou des collectivités territoriales à créer ou à développer, là aussi... Mais l'idéologie ultralibérale veut nous faire croire que cela n'est pas réaliste. Pour elle, les banques centrales ne prêtent directement qu'aux banques privées qui ne prêtent qu'aux déjà-riches... Les autres n'ont droit à rien... Et avec cette idéologie, les services de l'État ou des collectivités territoriales ne doivent surtout pas s'occuper de créer ou de développer des entreprises donnant du travail aux chômeurs... C'est l'idéologie du «*laissez faire*» si bénéfique pour les profits... Idéologie de la demande : une erreur. Christine Lagarde, ex-ministre du gouvernement Fillon et nouvelle directrice du FMI préconise : «*Il faut poursuivre simultanément deux objectifs, assainissement à moyen terme et soutien à court terme de la croissance et de l'emploi* [sic]. *Cela peut paraître contradictoire, mais ces deux objectifs se renforcent mutuellement* [re-sic]». L'article semble reconnaître un certain bien-fondé à cette opinion. La phrase suivante de l'article est : «*stratégie cohérente* [celle de Lagarde] *puisque les contre-réformes néolibérales à moyen*

terme [réforme des prestations sociales, refonte de la fiscalité] *n'auraient pas d'incidence sur la demande d'aujourd'hui*».

Nous semblons être enfermés dans la doxa libérale : tout dépendrait de la demande. Il suffirait d'augmenter le déficit de l'État et, par miracle, la demande globale augmentant, la croissance «*repartirait*» et les chômeurs auraient des emplois. En 2009 et 2010, le déficit du budget a été très important : le chômage a-t-il été réduit ? non. Les profits, eux, ont continué à bien se porter. Et, dans la zone euro, le déficit du commerce extérieur de la sous-zone France s'est accru (tant mieux pour les entreprises allemandes ou chinoises). Non, il faut arrêter de penser en termes de «*relance par un déficit*», «*demande globale*», «*déficit keynésien*», «*effet multiplicateur*»... Pour «*relancer*» l'économie à destination des chômeurs, face à la carence des initiatives privées, il faut que l'initiative publique les supplée en créant ou développant des entreprises donnant du travail aux chômeurs. Ce n'est plus une politique de demande globale (avec des «*déficits*» dits keynésiens) qu'il faut mener mais une politique réaliste de l'offre, menée par les services compétents de l'État ou des collectivités territoriales à créer ou à développer. Mais ce n'est plus la doxa libérale... Non à la doxa libérale, et à sa variante keynésienne. Oui à une politique réaliste de l'offre, avec l'intervention du secteur public suppléant les carences de l'initiative privée.

Non à la transphobie d'Etat

La 15^e marche du collectif Existrans à rassemblé plus de 2000 personnes à Paris entre Bastille et Hôtel-de-Ville ce samedi 1^{er} octobre. Les personnes trans, leurs soutiens dont de nombreuses associations LGBTI ont dénoncé la transphobie d'Etat qui persiste en France alors même que des avancées ont lieu dans plusieurs pays européens ; une dénonciation à laquelle s'associe le NPA. Les personnes trans continuent en effet de devoir en passer par des psychiatres afin de faire reconnaître leur identité ; l'obtention de papiers en conformité avec son genre reste très difficile et l'Etat impose une stérilisation forcée, une véritable violation des corps, en contradiction avec le droit de disposer de son corps. Cela conduit de nombreuses personnes trans dans une situation de grande précarité, lorsqu'elles se voient refuser un emploi, un logement ou lorsqu'elles ne peuvent pas faire valoir leurs droits dans les services publics. Les trans étrangères que l'Etat refuse de considérer comme des réfugiés même s'ils-elles furent des pays hostiles à leur identité sont particulièrement vulnérables. Ainsi les personnes étrangères séropositives sont susceptibles d'être expulsées sous prétexte que des médicaments sont accessibles dans leur pays. Mais il s'agit là d'une hypocrisie criminelle quand on sait que dans le même temps, les laboratoires Novartis entraînent le gouvernement indien devant les tribunaux pour l'empêcher de produire des médicaments génériques. La transphobie d'Etat s'appuie également sur des organismes internationaux, comme l'OMS, qui considèrent toujours la transidentité comme une maladie. C'est pourquoi le collectif Existrans soutient la campagne internationale pour la « dépathologisation des identités trans » (STP2012*) qui exige le retrait du trouble d'identité de genre de la nomenclature des maladies. Comme le souligne le collectif « Ce ne sont pas nos identités qui nous rendent malades et précaires mais la transphobie d'Etat ! »

*Stop Trans Pathologization 2012

Fonderie du Poitou : faire tomber d'autres grilles



Sérieusement secouée par une dizaine de salariés de la Fonderie du Poitou, la grille de l'usine Montupet à Châteauroux a basculé au bout de quelques minutes, permettant ainsi au millier de manifestants d'entrer sur le site, jeudi 29 septembre. Chaud journée et chaude ambiance dans une zone industrielle bien à l'écart de la ville et dans une usine plutôt vétuste dans laquelle la direction tente de compenser la perte de production résultant de la grève sur le site d'Ingrandes. Des délégations de Renault Cléon, Le Mans, Lardy, Rueil, Guyancourt et Flins, Ford Bordeaux, PSA Aulnay, Delphi Blois, sont venues manifester leur soutien aux fondeurs d'Ingrandes aux côtés de militants syndicaux de la région. En grève depuis près d'un mois après l'annonce par la direction d'un projet de réduction de près de 25% de leurs revenus, les salariés de la Fonderie du Poitou craignent en fait que ce ne soit un prétexte à la fermeture programmée du site. Après la visite de l'usine de jantes et carters en aluminium, les porte-parole des différentes délégations, de l'union départementale et de la fédération métallurgie CGT ont affirmé leur soutien aux grévistes. Malheureusement, on a plus parlé de soutien moral et financier que de convergence des luttes. C'est pourtant la seule voie pour ceux de la Fonderie du Poitou comme pour ceux de la raffinerie de Berre, du site sidérurgique de Florange ou ceux de Lipton.

Blocage de site à la Fonderie du Poitou

Inutile réunion entre la direction, le cabinet d'expert comptable, l'UD CGT et le délégué syndical central de Renault, vendredi 30 septembre. Après avoir confirmé son intention de mettre en place son plan de compétitivité, c'est-à-dire de réduire de façon drastique les revenus des travailleurs, la direction a profité du week-end pour mettre l'usine hors service et prétendument en sécurité. Une opération de dissuasion à laquelle les salariés ont répondu lundi matin par un blocage des deux sites d'Ingrandes (FDP Alu et FDP Fonte) à l'aide de murs de culasses. Mardi le blocage continuait et pourrait bien mettre en difficulté des chaînes chez Renault.

ARCELOR MITTAL France, Luxembourg, Belgique, Allemagne : même patron, même combat !

La profondeur avec laquelle un être humain perçoit et ressent les conséquences de cette crise endémique qui grippe sérieusement le mode de production capitaliste, dépend de son appartenance à une des deux classes sociales. Ainsi, Monsieur Mittal, 6^e fortune du monde, avec ses 80 milliards dans les poches, voit le chamboulement mondial avec beaucoup plus de détachement que son salarié métallo qui se retrouve du jour au lendemain projeté au chômage et dans la précarité. Le métallo, lui, est devenu la victime de l'appétit insatiable des actionnaires à ramasser toujours plus !

Alors que Monsieur Mittal a pu amuser ses actionnaires en leur annonçant un bénéfice net de 238 milliards de dollars pour l'ensemble du groupe depuis 2007, le ballet des innombrables plans de restructurations n'a jamais cessé de tourner : fermeture de sites, délocalisations, destruction de milliers d'emplois, chômage et une mise en concurrence des salariés non seulement sur le plan mondial, mais aussi entre sites dans un même pays.

Les plans dévastateurs des barons de l'acier

Le géant de l'acier, dans le cadre d'une stratégie établie depuis belle lurette, accroît son recours au travail intérimaire et à la sous-traitance, sans se soucier ni de la dégradation des conditions de travail ni des accidents, tout en amplifiant les cadences de travail.

Le groupe n'investit plus un seul centime de ses bénéfices faramineux dans ces installations (coulée permanente ou fours électriques) arrivées à échéance d'amortissement. Il s'agit donc de fermer les usines non rentables, surtout celles qui se trouvent en Europe et de concentrer le reste de la production vers les côtes, près des ports tout en délocalisant en direction des pays émergents du tiers-monde.

Les intérêts des actionnaires d'ArcelorMittal sont évidents : réduction des coûts de transports, tout en accédant plus facilement aux matières premières (mines, charbon, ferrailles...) et surtout profiter d'une main-d'œuvre docile et « bon marché ». On comprend donc pourquoi ArcelorMittal achète partout dans le monde des mines de charbon et de minerais, construit des aciéries au Brésil où la forêt tropicale fournit du charbon de bois à bas coût, pourquoi ArcelorMittal devient un opérateur sur le marché de l'énergie.

Même patron, même misère

Au Luxembourg, après la délocalisation du service informatique, ArcelorMittal vient d'annoncer la fermeture « provisoire » de



Rassemblement des salariés devant le portail de l'usine de Schifflange. (NPA TRANSFRONTALIER)

l'aciérie et de l'un des deux laminaires de Schifflange, tandis que la production au site de Rodange passera de deux à un poste/jour. Avec la complicité du gouvernement luxembourgeois, qui est toujours actionnaire chez ArcelorMittal, 600 métallos vont se retrouver dans cette fameuse « cellule de reclassement » où l'Etat, venant en aide à ces pauvres actionnaires, paiera une grosse partie des salaires des travailleurs ! Quant aux innombrables emplois qui vont se perdre dans le secteur de la sous-traitance, on n'en parle même pas.

En France, après l'extinction du site Gandrange, le couperet vient de tomber, sur le site de Florange-Hayange : 1100 ouvriers vont se retrouver au chômage technique, au moins 400 intérimaires verront leur contrat résilié.

En Belgique, la région de Liège continue d'être dévastée par ArcelorMittal qui vient de décider que le haut-fourneau d'Ougrée restera définitivement éteint. Et maintenant, c'est le tour du site de Fontaine de fermer les portails, mettant 60 sidérurgistes sur le carreau et amorçant la fin de la tréfilerie à la Fontainoise.

Perspectives de lutte et responsabilités des syndicats

Depuis le démantèlement de la sidérurgie à la fin des années 1970 dans la Grande Région¹, les syndicats français, belges ou luxembourgeois n'ont guère digéré les défaits

accumulés et ont finalement accepté plan social sur plan social. L'organisation d'une riposte unitaire et solidaire dès à présent, dans l'ensemble de la Grande Région et au-delà des frontières nationales, n'est pas une option pour le comité d'entreprise européen : il se tait !

Mais il est évident que pour stopper la rapacité des actionnaires d'ArcelorMittal, pour contrer la « concurrence libre et non faussée », il faut d'autres arguments : un combat qui s'étend sur l'ensemble du groupe ! Donner une dimension internationale à l'action est nécessaire !

Les métallos doivent se donner tous les moyens de combat possible en exigeant la coopération des syndicats au-delà des frontières nationales, avec des revendications percutantes :

- interdiction des suppressions de postes et des licenciements !
- Maintien des contrats de travail, conditions de travail et qualifications !
- Généralisation des 35 heures sans perte de salaire et avec nouvelles embauches sur tous les sites ArcelorMittal de la Grande Région !

Comité NPA Transfrontalier Longwy-Luxembourg (54)

1. La Grande Région est un Groupement européen de coopération territoriale regroupant divers divisions territoriales de quatre pays de l'Europe rhénane : le Luxembourg, l'Allemagne, la Belgique et la France.

Mobilisation antifasciste à Lille le 8 octobre

À Lambersart, près de Lille, il est recommandé de ne pas visiter la Maison du peuple flamand (Vlaams Huis). Sous le vernis du folklore se cache difficilement un local identitaire d'extrême droite dirigé par Claude Hermant, un ancien du service d'ordre du FN et ex-barbouze. Ayant agrégé tous les fonds de poubelle de l'extrême droite radicale (Jeunesses identitaires, Nouvelle Droite populaire, skinheads fascistes, hooligans, etc.), cette maison pollue la vie politique locale, en essayant de se donner une respectabilité de local communautaire et social remettant dans le droit chemin des brebis égarées. Sports de combat, stages paramilitaires de survie, paintball, conférences nauséabondes, manifestations anti-migrants, etc. : voilà le programme concocté par « le druide » Hermant et son équipe dans l'objectif avoué de « former des combattants ». Malgré les alertes formulées par des collectifs antifascistes, les autorités ont toujours refusé de fermer ce local. Récemment, Claude Guéant a estimé que la Vlaams Huis

ne causait pas de trouble à l'ordre public. Malgré des scissions internes et des difficultés à la suite de mobilisations antifascistes, la Vlaams Huis s'est installée dans le paysage au point de faire un petit (L'artésienne à Auchel, dans le Pas-de-Calais), de se doter d'une orga de jeunesse, Opstaan, et de tisser des liens avec le sinistre Serge Ayoub, alias Batskin, ex-leader des skins fascistes parisiens des années 1980, et des Jeunesses nationalistes révolutionnaires (JNR). Ayant repris du service, Ayoub a monté son propre local à Paris (Le Local) et son groupuscule politique 3^e voie.

Le 8 octobre, la VH organise sa troisième fête du cochon pour s'opposer au hallal et à « l'islamisation ». Non contents de s'empiéter de 3 km de saucisses (véridique) les 350 participants ont également prévu une manifestation à Lille. Ils recevront le concours d'organisations venues de Lyon, Paris, Montbéliard, Lorraine : Ayoub et ses playmobils en T-shirts moulant de 3^e voie, le Front comtois, les Nationalistes autonomes,

les Belges de Nation... Environ 600 militants de ce que l'extrême droite radicale compte de plus immonde prévoient donc de parader à Lille ce 8 octobre.

Pour faire valoir que Lille est une ville métissée, populaire et solidaire, une manifestation antifasciste est appelée par un collectif de plusieurs dizaines d'organisations du mouvement ouvrier (15 heures, place du marché de Wazemmes). La préfecture refuse pour l'instant d'interdire la manif des fafs, et nous met sur un pied d'égalité avec eux en interdisant aux deux manifs de traverser le centre-ville. Cette initiative antifasciste, malgré ses limites, est un premier pas encourageant pour la mise en place d'un travail permanent et durable entre organisations qui n'avaient plus l'habitude de travailler ensemble sur ces questions. D'autres mobilisations sont déjà prévues pour imposer notre calendrier sans attendre d'événement fasciste à contrer.

Antoine Sindelar

Punaise, c'est diabolique ! Aguirre nous a quittés...

Notre camarade Léonce Aguirre nous a brutalement quittés le 29 septembre. Membre du CE et du CPN, il était aussi un pilier de l'équipe de Tout est à nous ! et de la NSPAC. Nous lui rendons hommage dans ce numéro et nous lui consacrerons un 4 pages spécial dans le numéro de la semaine prochaine.



(DR)

Témoignage d'Olive, son ami et notre camarade, lors des obsèques d'Aguirre

Depuis la disparition brutale d'Aguirre, c'est par dizaines de messages que vous avez fait part, non seulement de votre émotion et de votre peine, mais aussi de votre sentiment d'injustice et de révolte face à l'insupportable. Merci à toutes celles et à tous ceux qui se sont manifestés, à celles et à ceux qui peuvent être présents aujourd'hui aux côtés de ses proches : sa maman, Mme Noverraz, Sophie sa compagne, son amie, sa camarade, sa complice de toujours, la mère de leurs deux enfants, Simon son fils, Léa sa fille, et Cynthia, sa nouvelle compagne. Merci aussi à toutes celles et à tous ceux qui n'ont pu se déplacer mais ont exprimé leur présence en pensée à nos côtés.

Daniel Noverraz, que tout le monde connaissait sous le diminutif de Nono ou plus souvent sous le nom d'Aguirre, le nom qu'il s'était choisi, nous est arrivé de Suisse, où il militait déjà à la Ligue marxiste révolutionnaire, organisation liée à la IV^e Internationale comme la LCR, au milieu des années 1970. De ces années jusqu'à aujourd'hui, il a été de tous les combats, de toutes les mobilisations, mais aussi de tous les débats, exerçant les plus hautes responsabilités dans la LCR et dans le NPA.

Mais c'est à Montreuil, où il a vécu tant d'années avec Sophie, Simon et Léa, qu'il gardait un contact étroit avec la réalité, au plus près des luttes sociales et politiques locales. D'ailleurs, bien peu se seraient doutés que derrière le militant d'extrême gauche montreuillois, le plus connu de toutes et de tous, se cachait le plus français des Suisses !

Mais l'histoire d'Aguirre, que j'appelais affectueusement Léonce, ne saurait se réduire à la vie interne de la Ligue. Certes, il a beaucoup fait pour l'existence d'une presse révolutionnaire, indépendante, ne négociant jamais pour prendre sa part, et plus que sa part, dans des tâches dites organisationnelles, des

souscriptions à toutes les campagnes électorales (sans avoir le droit de vote, encore une singularité qui participait au charme du personnage). Il était tout le contraire d'un aristo ou d'un apparatchik hautain, il a toujours refusé toute séparation entre les tâches dites techniques et l'animation politique. Militant, mais à part entière.

Ce que je retiens de lui, ce n'est pas telle ou telle position dans tel ou tel congrès, mais son côté non dogmatique, son refus du sectarisme, son ouverture d'esprit et sa disponibilité à être bousculé sur tout ce qui avait été, la veille encore, considéré comme une évidence.

Aguirre avait ses convictions, souvent chevillées au corps, mais loin de voir le doute comme une entrave à l'action, il acceptait de le prendre comme oxygène de l'intelligence. Aguirre, ce n'était pas un militant trotskyste au sens classique du terme ; plus exactement il était bien davantage, tout simplement un marxiste révolutionnaire, prenant ce qu'il y avait de mieux dans cette tradition, en premier lieu la démocratie interne, sujet sur lequel il ne transigeait pas. Il n'a pas hésité bien avant tout le monde à condamner la répression à Cronstadt (refusant la logique de la tragique nécessité). Il a participé également avec certains d'entre nous (bien peu au début) à une lecture critique de ce que nous appelions les États ouvriers comme l'URSS ou les pays de l'Est. Je n'oublie pas non plus avec quelle pertinence il a perçu la place que devait occuper l'écologie dans notre programme comme dans notre activité concrète. Outre cette disponibilité intellectuelle, Aguirre possédait aussi sa manière de débattre où le maître mot était le respect, rien ne l'attristait plus que les ruptures personnelles consécutives aux désaccords politiques, pour lui rien ne justifiait le silence et la distance. Son leitmotiv : ne jamais insulter l'avenir, garder le contact humain, militant. Pour lui, cette exigence ne se réduisait pas à

sa sphère partidariaire ou partisane mais englobait toute la galaxie radicale. Si Aguirre était capable de coups de gueule – et il l'était –, c'était sans conséquence, l'humain, l'amitié reprenaient le dessus.

Mais surtout, il s'épanouissait à chaque mobilisation ou rendez-vous altermondialiste, même si, pour une raison que j'ignore (mais je ne suis pas le mieux placé pour lui reprocher), il a toujours refusé de chercher à maîtriser une autre langue que le français ! Plus qu'attentif, à l'affût de toute nouvelle expérience, il suivait tout ce qui se passait dans la gauche anticapitaliste et antilibérale en Europe. Pour autant, bien qu'internationaliste convaincu, il avait gardé un petit côté pro-Suisse quand il parlait de Solidarités (ou moins sérieusement quand, pour me taquiner, il m'agitait sous le nez le journal où l'on annonçait une nouvelle victoire de Roger Federer, tennisman suisse. J'ajouterai que le Luxembourg, où il retrouvait régulièrement Cynthia, s'était vu hissé au rang de grande nation sportive grâce aux frères Schleck, n°2 et n°3 en vélo dans le dernier Tour de France).

Léonce c'était aussi cela, tout sauf un curé rouge.

Pour lui, militer c'était vivre, et la vie il l'aimait, il aimait boire, manger (il me parlait pour me faire saliver des talents de cuisinière de sa maman), disponible pour toute rencontre, prêt à tout pour peu que ce fût un moment convivial.

Quand je suis tombé malade, à chacune de ses visites, mes bouteilles se souviennent de son passage. Je ne pourrai jamais plus le remercier pour tout le bien que me faisaient sa venue régulière, ses sourires et la chaleur de ses mots.

Voilà, il vient de partir, je vais regretter son caractère bordélique qui lui faisait perdre son trousseau de clefs au moins dix fois par semaine et s'écrier « punaise c'est diabolique ». Je vais regretter les repas pris ensemble qu'il concluait par son petit verre de prune, nos longues discussions politiques, nos interrogations, nos doutes, et ses longs silences qui laissaient transparaître son extrême pudeur le concernant. Nous allons tous regretter cette infinie gentillesse, cette absence d'arrogance, ce respect de tout le monde, jamais une insulte, jamais un propos homophobe ou misogyne.

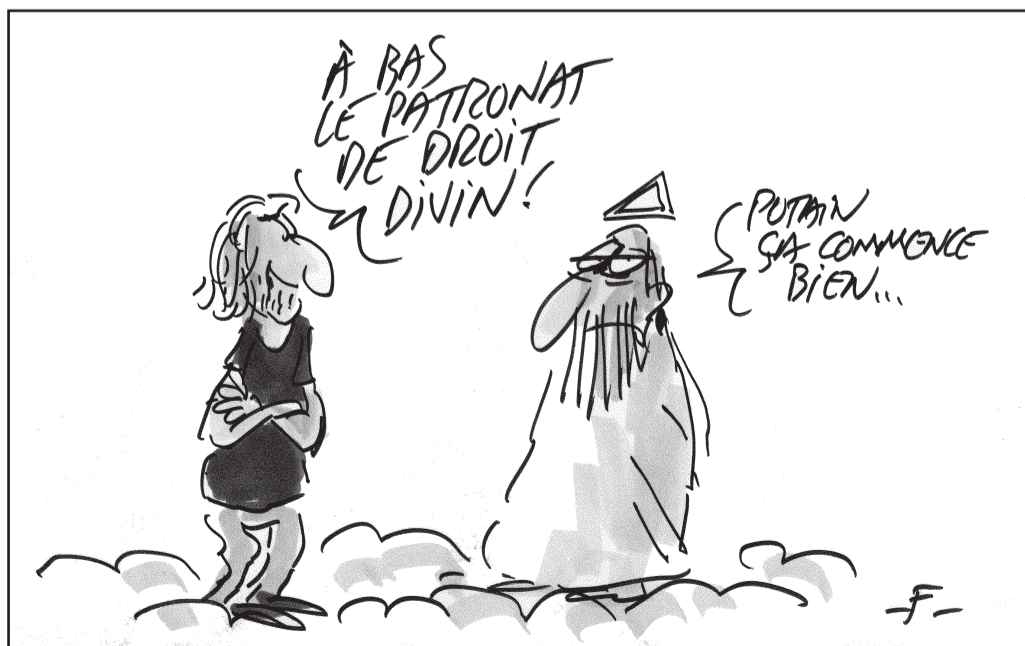
Léonce c'était un type bien, extra, super. Un fils, un papa, un compagnon dont tous ses proches peuvent être fiers.

Aguirre se sentait fatigué, la situation dans le NPA, les départs successifs de proches, tout cela lui pesait. Il avait décidé de prendre au sérieux son état de santé et m'avait demandé de lui trouver un médecin dans le 13^e, quartier où il habitait. Ce que j'ai fait. Au téléphone, il s'est voulu rassurant en me disant qu'il avait pris rendez-vous et qu'il allait être suivi. Je l'ai vu le dimanche 25 septembre, lors de la réunion nationale de la direction du NPA. À ma question « comment vas-tu ? », il m'a juste répondu « je suis entre des bonnes mains, je vais me soigner », suivi immédiatement d'un « et toi comment ça va ? ». Jusqu'au bout cette pudeur, cette discrétion, cette économie de mots le concernant et tout de suite cet intérêt, cette disponibilité pour l'autre. Je l'ai eu une dernière fois au téléphone en début de semaine.

Après, comme pour vous tous, le temps des pleurs est venu. Aguirre n'aimait pas les images guerrières du style « un militant ne pleure pas, il serre les poings », au contraire il aimait citer le Che : « il faut s'endurcir, mais sans se départir de sa tendresse ».

Alors il faut se laisser envahir par cette tristesse qui nous submerge face à la brutalité injuste des hasards de la vie.

Cette saine colère qui l'a aimé, elle est nôtre et non celle des dieux qui, s'ils existaient, auraient beaucoup de comptes à nous rendre. Aguirre attachait beaucoup d'importance à être présent à chaque départ d'une ou d'un ami. Il nous disait « il faut savoir accompagner ses morts », il aurait été heureux de nous savoir avec lui. Maintenant, que chacune et chacun ferme les yeux et se souviennent en pensant à notre camarade que le plus beau des tombeaux c'est la mémoire des vivants. Je suis certain qu'Aguirre aurait voulu qu'à nos larmes succèdent rires et embrassades, après la cérémonie nous nous retrouverons tous ensemble pour se souvenir de tous les bons moments qu'il a su nous faire partager. **Olivier Martin, le 4 octobre**



TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6 500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication :
François Coustal
Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr
IMPRIM'VERT®